

RAPPORT 2018

MIGRATION / CITOYENNETÉ / DÉVELOPPEMENT

D'ACTIVITÉ



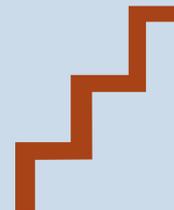
RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018



SOMMAIRE



- 4 **Avant-propos**
- 6 **Les temps forts de l'année 2018**
- 8 **Vie associative**



L'ACTIVITE DU GRDR



12 **1/ LES MOBILITES HUMAINES**

- 13 Mobilités humaines et développement
- 18 Insertion professionnelle et création d'entreprises
- 22 Actions sociales et sanitaires

26 **2/ LA GOUVERNANCE CITOYENNE DES TERRITOIRES**

- 27 Le dialogue territorial, condition d'un développement local durable
- 30 Le renforcement de la société civile
- 36 Agriculture et alimentation
- 42 Le développement des filières économiques
- 48 L'assainissement

52 **Les territoires d'action du Grdr**

56 **Les Etudes et parutions du Grdr en 2018**

57 **Le Grdr et les Objectifs de Développement durable**

58 **Le Grdr dans les réseaux**

64 **Nos finances en 2018**

66 **L'organigramme Nos cellules et antennes**

LE GRDR A 50 ANS !

Au moment même où ce rapport d'activité 2018 est adopté et publié, le Grdr fête en cette année 2019 ses 50 ans d'existence ! C'est évidemment un événement de premier ordre pour notre association.

50 ANS de soutien à des territoires solidaires...

C'est donc le moment de remercier tous ceux, bénévoles et salariés, qui ont travaillé sans relâche tout au long de ce demi-siècle pour porter haut les valeurs de notre association et œuvré pour le rapprochement des peuples, la paix et le développement local, non sans difficultés parfois mais toujours avec force et conviction, ardeur et persévérance, engagement et ténacité. C'est le moment aussi de remercier tous nos partenaires au premier rang desquels les associations et fédérations d'associations de migrants, CADERKAF, RAME, FADERMA et tous les partenaires institutionnels, qu'ils soient ici en France et en Europe, ou là-bas en Afrique et qui nous ont fait confiance et nous ont soutenus tout au long de notre trajectoire tendue vers un monde plus juste et plus solidaire. Le Grdr remercie aussi sincèrement le CCFD-TS et la Fondation Abbé Pierre pour leur confiance ainsi que toutes celles et ceux qui animent les associations et les réseaux dont notre association fait partie et dont la collaboration nous est particulièrement précieuse, que ce soit dans le premier cercle, autour notamment de Coordination Sud, du GI, du CRID, du F3E,

du PS Eau, de la coalition eau, ou que ce soit sur le terrain avec tous nos compagnons de route, associations d'ici et de là-bas, élus des collectivités territoriales, responsables des services déconcentrés de l'état et autres hommes et femmes de terrain, sans lesquels rien n'aurait été possible. Hommage soit donc rendu à tous ceux qui nous ont soutenus et nous soutiennent encore, qui nous auront permis de fêter ces 50 ans aujourd'hui et nous permettront d'aller bien au-delà demain. Ces cinquante années d'existence et d'action sont bien le fruit d'un travail véritablement collectif qui associe les compétences et les talents autour de projets et de volontés communes. La célébration de cet anniversaire a commencé avec plusieurs manifestations en France tout au long du premier semestre autour des partenariats et des théma-

50 ANS de compagnonnage avec les travailleurs immigrés ...

tiques qui nous sont chers et elle se poursuivra jusqu'à la fin de l'année, à la fois en France avec une conférence sur le thème des migrations en novembre et en Afrique, à Bamako, en Guinée-Bissau aussi et avec un grand festival transfrontalier et interculturel dans le bassin du fleuve Sénégal à Diogountouro en décembre. Il nous faut aussi préparer demain et définir comment évoluer encore et encore dans un monde qui se transforme si vite et un environnement de plus en plus fragilisé ; c'est pourquoi tout un travail a été effectué au long de l'année écoulée, conjointement entre administrateurs, adhérents et salariés, pour élaborer un plan d'action pour les 5 années à venir, de 2019 à 2024. Les 50 ans du Grdr ne sont pas un aboutissement mais juste une étape, un repère, une sorte de tremplin, pour aller plus loin encore sur un chemin qui est le nôtre ! Longue vie au Grdr !

50 ANS

d'appui à la citoyenneté
et au développement.





TEMPS FORTS 2018

JANVIER

2, 9 JANVIER

Semaine de l'Amitié et de la Fraternité (SAFRA) à Sélibaby (2-9 janvier 2018)

FÉVRIER

1^{ER} FÉVRIER

Restitution du diagnostic « Le système alimentaire du Département de Rufisque » auprès du Conseil Départemental de Rufisque le 1^{er} février.

1^{ER} FÉVRIER

Lancement de la 4^{ème} édition de l'« École Régionale des Projets (ERP) pour entrepreneurs migrants ».

8, 9 FÉVRIER

Forum de clôture du programme « Jeunesse et Pouvoir d'Agir » au Mali (Bamako).

23, 24, 25 FÉVRIER

Forum « Réinventer l'investissement social pour une Europe solidaire et inclusive » à la Cité des Métiers.

MARS

5, 6, 7 MARS

Participation à la 6^{ème} édition de la foire de semences paysannes du bassin du fleuve Sénégal, à la 6^{ème} édition de Djimini aux côtés des réseaux de producteurs.

6 MARS

Restitution à Bamako des travaux réalisés dans le cadre de la rédaction du guide sur « L'intégration de la migration dans la planification locale » avec le CIGEM (Centre for Migration Management and Information Mali).

AVRIL

24 AVRIL

Rencontre-débat « La diaspora mauritanienne au service du développement local - Dynamiques, enjeux, perspectives » au Musée National de l'Histoire de l'Immigration, à Paris.

AVRIL 2018

Lancement de la plateforme « Sahelink ».

JUIN

23 JUIN

Assemblée Générale annuelle du Grdr.

23 JUIN

Rencontre - débat « Crise Migratoire, crise de l'accueil, constats et perspectives ».

26 JUIN

Forum d'échanges : discrimination & femmes d'ici et d'ailleurs.

29 JUIN

Table ronde « La contribution de la société civile et de la diaspora au développement de la région de Cacheu » - restitution de la monographie de Cacheu.

JUILLET

4-6 JUILLET

Forum : « Les migrations au service du développement des territoires en Mauritanie ».

23, 24 JUILLET

Foire transfrontalière des semences paysannes.



JUILLET-AOÛT

Distribution alimentaire gratuite dans des villages transfrontaliers du Mali (période de soudure difficile).

SEPTEMBRE

SEPTEMBRE

démarrage de l'étude d'impact des 20 ans d'appui du Grdr aux initiatives de développement local dans le Bassin du Fleuve Sénégal.

28 SEPTEMBRE

Forum de lancement du projet « Gestion locale des migrations » à Sbeitla (Tunisie)

OCTOBRE

20 OCTOBRE

Thé palabre « Objectifs de développement durable & pacte mondial des migrations : quelle place pour les diasporas dans ces enjeux internationaux ? »

NOVEMBRE

20 NOVEMBRE

Thé palabre : « Déconstruire les idées reçues sur les migrations ».

24 NOVEMBRE

Assemblée Générale Extraordinaire du Grdr.

24 NOVEMBRE

Atelier « Travailler en milieu urbain : quels enjeux pour le Grdr ? ».

28-29 NOVEMBRE

Forum pour l'emploi des jeunes à Oran (28-29 novembre).

28 NOVEMBRE

Atelier de validation du plan alimentaire de Rufisque par le Conseil Départemental.

DÉCEMBRE

3, 6 DÉCEMBRE

Inter équipes & inter COS à Roubane en Guinée-Bissau.

13 DÉCEMBRE

Journées des communes
« Redevabilité et participation citoyenne »
- Niouro du Sahel (Mali).

15 DÉCEMBRE

Lancement de l'étude pour la réalisation d'un plan alimentaire de la région de Kayes.

27-28 DÉCEMBRE

Restitution du diagnostic sur le Plan de développement local de Bakel.

VIE ASSOCIATIVE

Travailler en milieu urbain quels enjeux pour le Grdr ?

Rencontre du 24 novembre 2018 avec les adhérents

Le 24 novembre 2018, le Grdr a organisé une Assemblée Générale Extraordinaire. L'objectif était de modifier les statuts de l'association afin de pouvoir solliciter l'agrément ESU (cf. encart). Mais ce fut également l'occasion d'organiser un temps de réflexion interne sur l'un des grands enjeux de développement de demain, la question de l'urbanisation des territoires en Afrique de l'Ouest.

L'urbanisation des villes du « Sud »

Alors que la majorité de la population mondiale est désormais citadine, on estime que d'ici 2030, 80% de la croissance urbaine mondiale s'effectuera dans les pays en développement. Les villes africaines croissent à un rythme de plus de 3% par an en moyenne, la population urbaine absorbant 70% de la croissance démographique du continent et devant ainsi doubler pour devenir majoritaire d'ici vingt à trente ans. En 2050, on prévoit que la po-

pulation africaine devrait compter 60% d'urbains soit 1 milliard et demi de personnes. Aujourd'hui en Afrique, on compte 11 agglomérations de plus de 5 millions d'habitants. Mais l'Afrique, c'est aussi 6 737 agglomérations de moins de 100 000 habitants.

Ces petites et moyennes agglomérations représentent le liant entre les territoires ruraux et urbains et sont de réels laboratoires pour explorer les nouvelles dynamiques en cours.

Cette urbanisation traduit l'attractivité de la ville pour les populations aspirant à y trouver un emploi et de meilleures conditions de vie, la ville étant perçue comme pourvoyeuse de richesses et d'accessibilités. Cependant, les défis à relever sont nombreux. Il s'agit d'agir en faveur de l'inclusion urbaine, de l'accès aux services essentiels pour tous, de limiter l'étalement urbain à l'origine de nombreuses nuisances environnementales et sociales, d'accompagner le développement économique, essentiel à la création d'emplois, d'améliorer l'habitat, d'accompagner l'autonomie des collectivités locales, la participation citoyenne et la cohésion sociale, de renforcer la résilience des villes au changement climatique...

La Moyenne Vallée du Fleuve Sénégal, territoire d'intervention historique du Grdr, connaît une urbanisation croissante qui se traduit notamment par la multiplication de petites et moyennes villes le long ou à proximité des axes routiers.

Ainsi, les territoires d'action du Grdr sont désormais largement urbanisés avec des villes en croissance et en devenir. Si notre expertise est souvent associée au milieu rural, notre expérience en milieu urbain n'est pourtant pas nouvelle. En effet, en Île-de-France et dans les Hauts-de-France, nous travaillons sur des questions d'insertion, de citoyenneté, d'éducation, d'ESS sur des terri-



toires « politiques de la ville » depuis les années 2000. Plusieurs thématiques, étroitement liées au milieu urbain comme la gestion des déchets (Bakel-Sénégal), de l'habitat (Canchungo-Guinée Bissau) ou encore de l'alimentation (Dakar) ont été développées. Dans le même temps, des actions ont été expérimentées dans les capitales, notamment à Nouakchott (jeunesse et migrations à Ryad) et à Dakar (alimentation et cantines scolaires).

Par ailleurs, l'approche territoriale, les méthodes et outils d'animation et de concertation que le Grdr a développés depuis 20 ans, à destination des collectivités locales notamment, sont des approches applicables à l'urbain.

Quelles hypothèses de travail pour le Grdr ?

Entrée territoriale. Les territoires d'action du Grdr sont désormais largement urbanisés. Il s'agit de concentrer notre action sur nos territoires histo-



riques, où notre ancrage territorial est important et où nous pourrions nous inscrire dans la continuité des liens tissés avec les collectivités locales.

Entrée thématique. Les thématiques à privilégier sont celles du développement économique et de l'emploi en lien avec celles de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'entrepreneuriat local ; de la citoyenneté, du contrôle citoyen de l'action publique, de la démocratie et de la cohésion sociale ; de l'alimentation des villes et de l'équilibre rural-urbain ; de l'environnement et de l'adaptation aux changements climatiques ; de l'habitat durable et de l'accès aux services essentiels notamment d'eau, d'assainissement et d'énergie.

Entrée par public-cible. Malgré les opportunités qu'elles offrent, les villes sont également des lieux d'exclusion, de pauvreté et de discriminations. Il s'agit d'agir contre les relégations urbaines et d'assurer un « droit à la ville » pour toutes et tous dans le respect d'un développement durable.

LE GRDR « ENTREPRISE SOLIDAIRE »

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 novembre, les adhérents du Grdr ont voté la résolution acceptant la modification des statuts en vue de l'obtention de l'agrément ESU qui permet à notre association d'être reconnue en tant qu'organisme d'Économie Sociale et Solidaire. L'obtention de cet agrément est conditionnée à des règles strictes qui impliquent un écart limité entre les rémunérations des dirigeants et les salaires les moins élevés, ainsi qu'une gestion désintéressée de l'Association. Cet agrément permet au Grdr d'accéder à certaines facilités de financement et de crédit auprès de nos partenaires financiers et du système bancaire.

HOMMAGE

Le Grdr tient à rendre hommage à ses compagnons de route qui l'ont quitté en 2019, l'année de son cinquantenaire.

Marie-Thérèse Abela a été la 1^{ère} femme Présidente de notre association.

Diadié Soumaré fut notre 1^{er} Président issu de l'immigration.

Samba Sylla, de son côté, fut l'un des 1^{ers} salariés issus de la migration et à longuement incarné notre projet associatif.

Jean-Jacques Boutrou, ayant été lui aussi un des premiers salariés du Grdr

Nous présentons nos plus sincères condoléances à leurs familles. Que la terre leur soit légère.



Marie-Thérèse Abela Diadié Soumaré

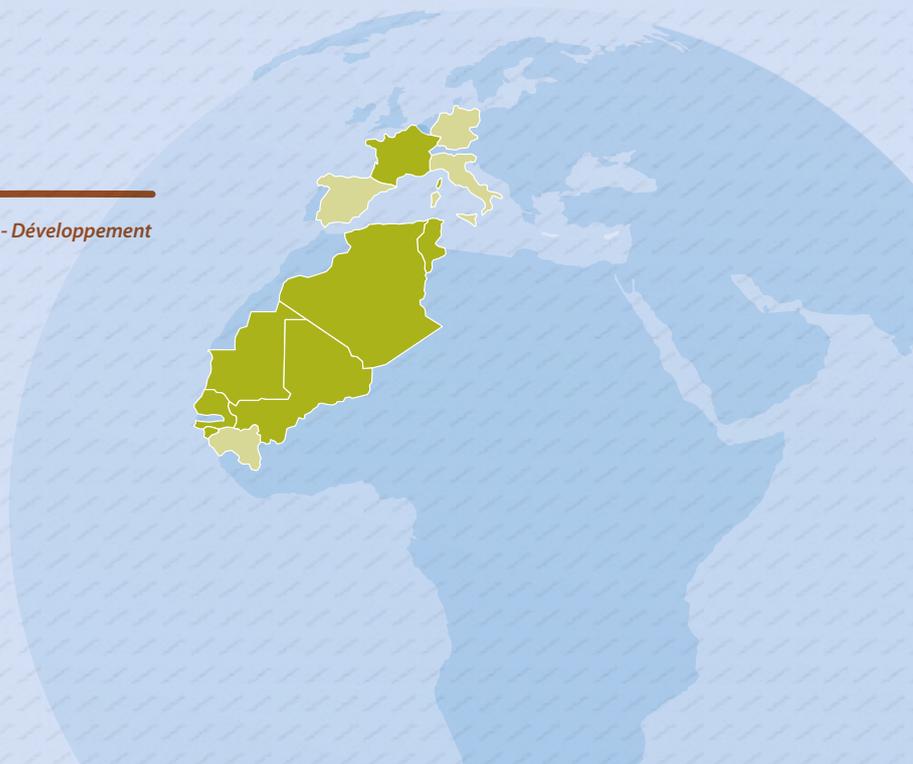


Samba Sylla

Jean-jacques Boutrou

L'ACTIVITÉ DU GRDR

Grdr
Migration - Citoyenneté - Développement



1 MOBILITÉS HUMAINES



Mobilités humaines et développement

Les migrants relient les sociétés et contribuent au développement de leurs territoires d'origine et d'accueil. Le Grdr s'inscrit dans cette logique en agissant sur le « double-espace », « ici et là-bas », afin de répondre à deux enjeux : comment intégrer les mobilités dans les stratégies de développement territorial et comment faire pour que les migrants soient reconnus comme des citoyens à part entière et que leurs droits soient respectés ?

Les territoires d'action du Grdr en Afrique de l'Ouest et plus récemment au Maghreb, sont de longue date des zones de forte émigration. Les expatriés originaires de ces régions font historiquement partie des principaux contributeurs au développement de ces territoires. A travers des envois d'argent à leur famille, des projets individuels ou collectifs ou des transferts de compétences professionnelles et académiques, ils représentent une ressource de premier plan. Ils contribuent aussi à « ouvrir » ces territoires vers l'international, à travers des partenariats et des coopérations. Dans le même temps, certaines de ces régions,



accueillent de plus en plus de personnes venues des pays environnants. L'observation de ces mobilités, y compris saisonnières ou transfrontalières, montre qu'elles sont une condition du développement, par exemple agricole, que ce soit en matière de main d'œuvre ou d'innovations techniques.

Positionner les mobilités humaines au cœur des stratégies de développement local

En ce sens, les mobilités humaines doivent être pleinement intégrées dans les stratégies de développement local. En 2018, le Grdr a accompagné



des communes mauritaniennes et tunisiennes pour qu'elles intègrent la question migratoire dans leurs outils de planification, tout en s'adaptant aux objectifs des stratégies nationales migratoires. Le Grdr propose une méthodologie visant tout autant à créer des connaissances qu'à faire en sorte que les acteurs locaux se les approprient. Cette approche doit permettre de concilier les objectifs de développement territorial, les aspirations de la diaspora et celles des immigrés.

Cette démarche s'est traduite en 2018 par l'élaboration et l'édition de **4 profils migratoires** pour les communes de Kaédi, Sélibaby, Ryadh et Nouadhibou en Mauritanie. Ces outils d'aide à la prise de décision, élaborés à l'attention des élus locaux, sont le fruit d'une concertation organisée, de cycles de formation, d'enquêtes auprès des ménages, d'analyses de données parfois complexes (données inexistantes ou peu fiables, ou

faisant l'objet de rétentions par les services les détenant...). Ce travail a permis de mettre l'accent sur deux grandes tendances : le départ d'un grand nombre de personnes vers la capitale ou l'étranger, mais aussi la contribution importante des immigrés, dont le potentiel n'est pas suffisamment exploité.

En Tunisie, dont le 1/10^{ème} de la population vit à l'étranger, l'année 2018 a été marquée par l'organisation de nombreuses formations et concertations à l'échelle communale pour que la dimension migratoire soit prise en compte dans les stratégies de développement des acteurs locaux. Un cycle qui aboutira, là aussi, à l'édition des profils migratoires de la commune de Mahres en 2019 et des communes de Sbeitla, Beni Khedache, Ain Drahem et d'un territoire ciblé dans le gouvernorat du Grand Tunis à l'horizon 2020.

“ M. MOHAMED CHENIOUR MAIRE DE MAHRES (TUNISIE)

Nous avons pris le conseil municipal après les élections municipales de 2018, et à ce même moment la démarche initiative 4M. Après avoir mis en place les ateliers de concertation, nous sommes venus en octobre 2018 en France et avons fait la première mission double espace avec les TRE^{*}. Cette rencontre fut très bénéfique, nous avons pu échanger, proposer des projets comme le plan de circulation à Mahres, ou encore les projets espaces verts. C'était pour nous l'occasion d'avoir l'avis des TRE concernant ces projets. La plus-value de cette initiative c'est de pouvoir mettre en place le pouvoir local, fondé sur la décentralisation et la démocratie participative. On est obligés de concerter et faire participer les citoyens, ceux de Mahres, les TRE, pour les inciter à participer au développement local. En même temps, ces échanges permettent d'établir un lien de confiance entre les TRE et le conseil municipal.

* Tunisiens Résidant à l'Etranger

“

TÉMOIGNAGE D'UN TUNISIEN RÉSIDENT À L'ÉTRANGER

Ce qui change, c'est la concertation, et le fait d'impliquer et responsabiliser les TRE à travailler avec la commune. Ça ne se faisait pas avant, sous les anciennes présidences. On a une chance de pouvoir travailler avec la commune, d'avoir le droit de participer à ces projets, d'être consultés. Et surtout, on a appris, pour moi c'était une formation. Cette initiative nous a aussi structurés, et appris comment travailler ensemble dans le futur.



Le double-espace, faire le lien entre les territoires

Les diasporas sont le fruit d'une histoire migratoire souvent ancienne. Elles jouent un rôle important, si ce n'est essentiel, pour le développement de leurs territoires d'origine en Afrique de l'Ouest et en Tunisie. Les associations issues de la migration, principalement composées de bénévoles, sont souvent confrontées à des difficultés organisationnelles. Elles ont également besoin d'être accompagnées, du fait de la complexité des procédures de certains bailleurs, dans la formulation écrite de leur projet et la recherche de cofinancements pour compléter leurs propres apports.

Le Grdr contribue à cette structuration associative quasiment depuis sa création, en 1969. En 2018, il s'est particulièrement investi auprès du Réseau des Associations Mauritaniennes en Europe

(RAME) pour cartographier les dynamiques de co-développement des associations de la diaspora mauritanienne et ses évolutions. 150 associations ont été identifiées dans 3 pays européens (France, Belgique, Espagne) et recensées dans un répertoire numérique qui a été publié en ligne. Cette activité a, de l'avis même des membres du RAME, contribué à mieux le faire reconnaître en tant qu'interlocuteur des autorités locales et nationales, renforçant ainsi sa légitimité.

En France, le Grdr accompagne les associations d'expatriés qui ont des projets de solidarité internationale en direction de leur territoire d'origine en Afrique de l'Ouest. Des formations et des actions de renforcement de capacité sont mises en place pour leur permettre d'optimiser leur organisation, la recherche de cofinancements et la gestion de leurs projets.

Le défi reste principalement de répondre aux pré-

occupations de la diaspora, qui souhaite depuis longtemps contribuer au développement économique par un investissement productif qui soit sécurisé et à minima rentable. Le Grdr a ainsi travaillé aux côtés de l'Agence Régionale de Développement de Sédhiou (ARDS) dans la réalisation d'études permettant de mieux comprendre la manière dont les migrants de Sédhiou utilisent leur épargne, quels sont les modes de transfert de fonds qu'ils utilisent et quels sont les secteurs d'investissement productif. Avec en filigrane le souci constant de permettre à la diaspora d'optimiser les effets positifs de ses efforts financiers.



L'éducation au développement et à la citoyenneté Internationale

Les associations de migrants sont au cœur de ce que le Grdr appelle « le double-espace », ce « ici et là-bas » qui unit les territoires autour d'enjeux communs, faisant ainsi écho aux Objectifs de Développement Durable (ODD). Ce cadre de développement, consacré par l'ONU, relativise les distinctions classiques entre le Nord et le Sud en matière de développement.

Cette grille permet ainsi de proposer une lecture selon laquelle les migrants contribuent non seulement au développement de leur territoire d'origine, mais aussi à celui de leurs territoires de destination et de passage. Cette approche, argumentée, permet ainsi de lutter contre les préjugés

auxquels sont soumises les personnes migrantes. Des actions de sensibilisation sont ainsi mises en place pour que les acteurs des territoires en France apprennent à mieux maîtriser le lien entre les ODD et les migrations. Le Grdr travaille à la création d'une mallette à outils, dont la parution est prévue courant 2019, permettant de déconstruire les idées reçues liées à cette relation et de mieux comprendre les parcours des personnes en mobilité.

Dans le même ordre d'idée, il s'agit de valoriser l'engagement des jeunes issus de la migration, et parfois même de leur faire prendre conscience que leur projet a aussi un impact au niveau local, en France et en Europe. Un dispositif d'accompagnement a donc été mis en place, pour aider ces associations de jeunes dans la formulation et la

réalisation de leur projet. Elles ont également reçu un « coup de pouce » financier, à travers le prix « J'M - Jeunesse et Migrations ».

Enfin, de nombreux ateliers ont été organisés dans les écoles des Hauts-de-France, pour transmettre aux plus jeunes ce que les migrations ont généré comme bénéfices et interroger ainsi leur rapport à « l'Autre » et cultiver leur ouverture sur le monde.

“ **AISSATA ANNE, ASSOCIATION COEUR DU FOUTA. LAURÉATE DU PRIX « JEUNESSE ET MIGRATION »**

Candidater dans le cadre de l'appel à projet Jeunesse et Migration en 2015 a été un véritable challenge, un tournant pour notre association. En effet, nos actions étaient uniquement menées au Sénégal et c'est à ce moment que nous avons décidé de mener des actions sur le double espace (En France et au Sénégal). Grâce à ce prix, nous nous sommes lancés dans l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, nous avons pu mener des projets avec les établissements scolaires, ce qui n'était pas une mince affaire.

En bref, il nous a permis d'avoir une certaine légitimité ou crédibilité auprès de nos partenaires institutionnels et associatifs, de croire en nous, en notre capacité à mener des projets de qualité et surtout avoir de l'impact auprès des populations notamment chez les jeunes. Les actions portées dans le cadre du prix JM ont été un levier pour favoriser l'engagement et l'insertion des jeunes via la solidarité internationale. J'espère que ce prix perdura dans le temps et permettra à d'autres associations de concrétiser leurs projets qui vont susciter de l'intérêt chez les autres et nous faire rêver.

CE QU'IL FAUT RETENIR

En Mauritanie

- **La publication et la réalisation des 4 profils migratoires** des communes de Kaédi, Sélibaby, Nouadhibou et Ryadh-Nouakchott
- **Le forum « Les migrations au service du développement territorial en Mauritanie »** qui a réuni 156 personnes (chercheurs, institutionnels, société civile) du 4 au 6 juillet 2018
- **4 sessions de formation sur les droits des migrants et le droit du travail** des migrants en Mauritanie (110 participants – personnels des consulats étrangers en Mauritanie, leaders associatifs immigrés...)
- **L'étude mapping** sur les projets de co-développement des associations de migrants mauritaniens basées en Europe qui recense un peu de plus de 200 initiatives en faveur de leur pays d'origine.

En Tunisie

- **5 formations** sur l'articulation des enjeux « Migrations et Développement » auprès de 160 personnes
- **L'élaboration d'un plan d'actions**

prioritaires « Migrations et Développement » pour la commune de Mahrès

Au Sénégal

- **L'étude sur les secteurs économiques porteurs** et les transferts de fonds vers Sédhiou (Sénégal) pour mieux comprendre les pratiques de la diaspora.

En France

- **7 thés palabres** qui ont réuni 200 migrants pour construire un discours collectif permettant de déconstruire les idées reçues sur les migrations.
- **14 associations de jeunes** issus de la migration qui ont reçu un accompagnement et un « coup de pouce » financier pour soutenir leur activité
- **14 ateliers « Jeunesse et Citoyenneté »** en milieu scolaire pour renforcer la connaissance des jeunes collégiens des Hauts-de-France sur tous les enjeux liés aux questions migratoires
- **70 membres d'associations** de migrants engagés en faveur du co-développement qui ont bénéficié de 4 formations sur le montage de projet.



Erasmus+





Insertion professionnelle et création d'entreprises

Les personnes immigrées sont plus durement frappées par le chômage que les autres catégories de la population. Pourtant, leurs parcours, originaux, leurs ont permis d'acquérir des compétences qui sont sources d'innovations. Celles-ci ne sont pas toujours reconnues sur le marché du travail. L'accès à l'entrepreneuriat peut donc être perçu comme une alternative d'insertion professionnelle. En effet, nombreux sont ceux qui ont des projets qui permettent de concilier leurs territoires d'origines avec leurs territoires d'accueil, que ce soit par l'apprentissage d'un savoir-faire en France ou la commercialisation de produits ou de services fortement inspirés de leurs territoires d'origine.

Suivant cette logique, l'équipe du Grdr en Ile-de-France dispense des formations variées, adaptées aux profils et aux besoins de ces porteurs de projets. Celles-ci sont principalement destinées à des personnes immigrées qui ne peuvent pas avoir accès aux parcours de formations classiques. Les différents dispositifs mis en place par le Grdr, permettent de renforcer leurs compétences à chaque étape du projet (business plan, marketing, démarches juridiques...) en fonction des besoins qu'ils expriment. Ces cursus permettent de concilier des modules techniques avec des ateliers de mise en réseau et de partage d'expériences. Ils permettent de créer, quand cela est possible, des dynamiques collectives de création d'entreprises. C'est par exemple le cas de « La Maison de la Cosm'Ethique - LMCE » qui a ainsi vu le jour. Elle regroupe 7 femmes cheffes d'entreprises dans le domaine des cosmétiques naturels (éthiques et sociales) qui ont mis des compétences en commun pour développer leur offre.

Proposer des services adaptés à différents profils de public

Cette variété des dispositifs se traduit par un élargissement des profils que le Grdr est en mesure d'accompagner. Ainsi, pour la 1^{ère} fois, en 2018, des ateliers d'insertion par la création d'activités ont été proposés à des primo-arrivants (immigrés récemment arrivés en France). 250 personnes



installées en Ile-de-France, Rouen, Lille et Dijon, souvent en situation de précarité, ont pu bénéficier d'un accompagnement individualisé, d'ateliers d'échanges de pratiques, de formations à la communication interculturelle.

En parallèle, le Grdr propose également un accompagnement à l'égard de 40 jeunes des quartiers dits « prioritaires » du nord-est parisien, dont un grand nombre sont issus de l'immigration.

Âgés de moins de 25 ans, ils sont sans emploi et ne suivent pas d'études. Ils sont pour la plupart d'entre eux confrontés à certaines formes de précarité. L'objectif est de les aider à construire un projet de retour à l'emploi. Des permanences hebdomadaires leur sont proposées à la Cité des

Métiers, ainsi que des ateliers de coaching. Cet accompagnement, individuel ou collectif, vise à leur permettre de retrouver confiance en eux dans leurs démarches de recherche d'emploi (rédaction de CV et de lettres de motivation, entraînement aux entretiens d'embauche, aide sur les démarches administratives ...).

S'inscrire dans la durée sur l'insertion par la création d'activités.

Les dispositifs plus anciens sont pour leur part destinés aux porteurs de projets issus de l'immigration ou à des personnes durablement installées sur le territoire de l'Ile-de-France. Depuis plusieurs années, nos

équipes accueillent des personnes ayant des projets économiques en France ou transnationaux. Depuis 2015, l'Ecole Régionale des Projets (ERP) pour entrepreneurs migrants leur permet de bénéficier d'une formation de longue durée (6 mois). En 2018, pour la 1^{ère} fois, des déclinaisons « territoriales » de 2 mois ont été proposées sur Aubervilliers et Grigny afin d'élargir ainsi les possibilités d'accompagnement. En 2018, 150 personnes ont été concernées par les différentes étapes de la mise en œuvre. Un dispositif complémentaire a permis à 60 porteurs de projets d'être accompagnés et de constituer la communauté d'entrepreneurs « Acceler'Acteur » permettant la mise en réseau et le partage de ressources clés.

Enfin, depuis bientôt une dizaine d'années, à travers les clubs « Dynamiques Africaines » et « Entreprendre au Féminin », le Grdr accompagne des porteurs de projets dans la structuration de leurs projets collectifs. Ces clubs s'apparentent à des temps d'échange de pratique entre pairs pour apporter des réponses concrètes au développement des projets. L'identification des filières économiques porteuses au sein de ces clubs donnent lieu à différentes déclinaisons par « métier », d'où la naissance des Clubs filières comme le Club Cosm'Ethiques d'où est née La Maison de la Cosm'Ethique (LMCE). D'autres clubs filières sont à venir, par exemple « Cuisines plurielles » qui a débuté récemment, ou encore, à un horizon plus lointain, les clubs « textile » et « numérique ».

“ **BENJAMIN DUMONT,
CHARGÉ DE MISSION, CELLULE ITI À LA MAIRIE DE PARIS.
PARTENAIRE DU PROGRAMME ACCELER'ACTEUR.** ”

Acceler'acteur est un projet cofinancé par le FSE par l'intermédiaire du Programme Investissement Territorial Intégré porté par la Ville de Paris. Ce projet répond à de véritables besoins des entrepreneurs des quartiers populaires parisiens dont notamment l'accompagnement au développement du projet entrepreneurial, l'accompagnement sur les volets juridiques et financiers du projet, mais aussi des formations pour savoir présenter et parler de son projet, prendre confiance en soi. Le projet Acceler'acteur permet par ailleurs aux entrepreneurs de construire un parcours adapté à leur besoin et leur problématiques. À l'aide d'un conseiller, le porteur de projet entrepreneurial pourra choisir à la carte les ateliers, les accompagnements dont il a besoin. Ce programme est donc assez intéressant par son accompagnement assez souple, adapté et centré sur les besoins et le projet de l'entrepreneur. Des entretiens individuels avec un conseiller permettent dans le même temps de suivre le parcours de l'entrepreneur. Ce dernier peut faire partie, s'il le souhaite, de clubs thématiques de pairs pour échanger des bonnes pratiques et également développer leur réseau, ce qui est fondamental pour un entrepreneur. Le manque de réseau est l'une des grandes problématiques identifiées dans le cadre du chantier « Entreprendre dans les QPV » animé par la Ville de Paris avec les acteurs de l'accompagnement à l'entrepreneuriat dans les QPV parisiens. Les clubs d'entrepreneurs sont axés sur des thématiques que l'on retrouve très régulièrement chez bon nombre de porteurs de projets entrepreneuriaux. Une part importante de population immigrée réside dans les quartiers populaires parisiens. En ciblant les entrepreneurs de ces quartiers, le GRDR permet donc à des entrepreneurs immigrés de pouvoir accéder à un parcours, qui, comme cela a été dit auparavant, répond de manière souple à ses divers besoins pour son projet. À l'issue du premier projet Acceler'acteur de mai 2017 à mai 2019, plusieurs pistes d'améliorations ont été évoquées avec GRDR dont notamment celle de pouvoir mieux travailler avec le réseau d'acteurs locaux des quartiers prioritaires de la politique de la ville du nord est parisien afin notamment de pouvoir accueillir plus de porteurs de projets entrepreneuriaux issus de ces quartiers prioritaires.

CE QU'IL FAUT RETENIR

676 personnes ont bénéficié d'un accompagnement d'insertion par la création d'activités en Ile de France et dans les Hauts-de-France

- Dont 250 « primo-arrivants ».
- 390 porteurs de projets économiques.
- 40 jeunes des « quartiers prioritaires » de Montreuil et d'Aubervilliers d'un accompagnement pour un retour à l'emploi.
- 4 clubs « entreprendre au féminin » (80 participantes) pour accompagner des associations et organisations de femmes dans la structuration de leurs projets collectifs.
- 10 clubs « Dynamiques Africaines » qui ont réuni 150 personnes pour s'informer, échanger et formuler des projets d'entreprenariats.





Actions sociales et sanitaires

En France, les personnes immigrées sont régulièrement confrontées à des difficultés d'accès aux droits et aux soins ou à des problèmes d'isolement. Ces difficultés sont parfois renforcées par des discriminations liées à l'âge (pour les personnes âgées), au genre ou en raison de problèmes liés à l'absence de maîtrise du français (notamment à l'écrit) et à la fracture numérique. En parallèle, les modalités d'accès aux services publics évoluent, notamment sous l'impact de la dématérialisation, qui supprime progressivement les guichets d'accueil. Cette évolution implique, pour les associations qui travaillent aux côtés des migrants, d'adapter leurs pratiques pour mieux répondre à leurs besoins. Depuis plusieurs années, le Grdr a développé une méthodologie qui vise à lutter contre l'isolement auquel ces personnes sont régulièrement confrontées, ou bien pour les aider dans leurs démarches administratives, notamment pour faire valoir leurs droits (par exemple de retraite ou dans les parcours de soin).

L'accès aux droits des personnes immigrées âgées

De nombreuses études montrent que les personnes migrantes souffrent d'un vieillissement plus précoce que celles nées en France, mais aussi de problèmes de santé qui sont liés à leur parcours migratoire et à leur trajectoire professionnelle (pénibilité du travail, accidents du travail, invalidité...). Ceux qui sont retraités vivent souvent en situation de précarité, avec un faible niveau de ressources ou des conditions de logement inadaptées. Elles sont souvent confrontées à des difficultés de maîtrise de la langue française et à certaines formes d'isolement. Autant d'éléments qui constituent de nombreux obstacles, alors que les démarches administratives en matière de retraite ou d'assurance maladie peuvent être complexes.

Depuis une dizaine d'années, le Grdr a fait de la problématique du vieillissement des immigrés un enjeu interne par fidélité à ses compagnons de route et a depuis acquis une expertise reconnue pour les accompagner et faciliter leur accès aux droits, qu'ils habitent dans les foyers ou en dehors. Ainsi, notamment en matière de retraite ou d'accès aux soins, le Grdr propose des permanences hebdomadaires au sein de centres sociaux (J2P à Paris 19^e et Lounès Matoub à Montreuil). Cet accompagnement permet de les informer, de les orienter vers les dispositifs dédiés et de les aider si besoin à accomplir leurs démarches administratives.

Le Grdr organise également régulièrement des animations collectives à destination des immigrés afin de favoriser une meilleure connaissance des dispositifs de droit commun (retraite, santé, social, dépendance, culturel, etc.) au niveau territorial.



Enfin, certaines activités sont destinées aux professionnels et bénévoles amenés à travailler aux côtés des séniors immigrés (formations, ateliers d'échanges de pratiques, forums, etc.), en vue de renforcer leurs compétences en tant qu'acteurs sur le terrain, de les sensibiliser aux besoins spécifiques auxquels sont confrontées ces personnes et aux techniques de l'accompagnement en situation d'interculturalité.

Lutter contre la fracture numérique des personnes immigrées âgées

De plus en plus, sous l'effet de la dématérialisation des services publics, la question de l'accès aux droits des immigrés ayant un âge avancé passe par l'utilisation de portails numériques. Ceux-ci sont souvent difficiles à manier pour les gens de cette catégorie d'âge nés dans l'hexagone. La difficulté s'accroît lorsque l'on prend en compte les mul-

tiples fractures numériques auxquelles peuvent être confrontés ceux qui sont expatriés (âge, faible maîtrise de l'écrit ou de la langue, précarité et absence d'équipement informatique). De plus, la dématérialisation induit de nouvelles façons d'intervenir et d'agir qui interpellent également les travailleurs sociaux qui n'ont pas toujours cette culture « de l'accompagnement numérique ». L'action du Grdr s'inscrit dans une volonté globale de réduire les risques d'exclusion sociale qui en découlent. La dématérialisation des services publics pouvant constituer un frein à l'accès aux droits, le Grdr mène des activités permettant de former les personnes concernées à l'utilisation basique des outils numériques (sites pour accéder à leurs droits, création de compte et de boîtes mails...). De plus, la formation à l'outil numérique permet une appropriation des principaux outils de communication et des réseaux sociaux majeurs (Skype, Facebook, Messenger, Viber, WhatsApp, etc.)... Elles

permettent de « démystifier » l'outil numérique et contribuent à une meilleure confiance en soi. Et elle facilite ainsi les échanges et la communication avec les proches, vivant en France ou à l'étranger, contribuant ainsi à rompre leur isolement.

Des formations parallèles sont également destinées aux accompagnants (bénévoles ou professionnels), pour qu'ils soient en mesure de répondre de la manière la plus efficace possible aux besoins de ces personnes. D'autant que nombreux sont ceux qui constatent que l'offre existante est actuellement insuffisante par rapport aux besoins.

Promouvoir la citoyenneté des femmes immigrées dans les Hauts-de-France

Les problématiques liées à l'isolement concernent particulièrement les femmes immigrées. Vivant souvent seules, elles sont statistiquement plus



fortement touchées par ce phénomène. Pour le Grdr, il s'agit d'un enjeu majeur en termes de citoyenneté et de lutte contre les discriminations. Une approche basée sur des ateliers de parole, d'échanges et d'expression a été développée par l'équipe du Grdr dans les Hauts-de-France, pour aborder des sujets tels les démarches et codes de la société française. La question de l'accès aux droits y est souvent abordée ainsi que le repérage des acteurs sociaux et sanitaires à proximité de leur lieu d'habitation.

Dans la même logique que pour les personnes âgées immigrées, le Grdr travaille à la mise en réseau et au renforcement de capacités des professionnels et bénévoles de l'action sociale. Cela passe par des journées de formation sur l'interculturalité et la trajectoire migratoire des femmes et des ateliers de partage d'expérience et de bonnes pratiques.

“ NORA, PARTICIPANTE AUX ATELIERS D'ÉCHANGE ET D'EXPRESSION DU GRDR

Mon pays d'origine est le Kosovo, je suis arrivée en France il y a 6 ans et demi. J'ai commencé à apprendre la langue française régulièrement en 2013. Je participe aux ateliers Grdr depuis l'année dernière. Je viens à ces ateliers parce que je m'y sens bien : je commence à avoir plus confiance en moi, j'ai rencontré des femmes avec lesquelles on partage nos avis, nos expériences et on parle de nos pays respectifs. Je découvre plein de choses différentes : mes droits, des informations sur l'emploi, la santé etc. On fait parfois des sorties dans des lieux très divers : associations, services de proximité, musées, cinéma. L'année dernière, j'ai aussi participé à un projet d'expression artistique avec le Grdr : « prendre la parole autrement ». Nous avons retracé notre parcours de notre pays jusqu'à notre ville d'habitation en France ainsi que montré notre vision de notre ville actuelle. Ce projet m'a apporté confiance en moi et m'a surtout permis de réussir à m'exprimer librement devant des personnes inconnues.

CE QU'IL FAUT RETENIR

Migrants âgés

- 113 personnes âgées immigrées qui ont bénéficié d'un accompagnement du Grdr, dont 44 à titre individuel
- 16 animations collectives réalisées, 208 participants
- 6 stages pour les seniors immigrés dans des centres sociaux et Espaces Publics Numériques parisiens, ainsi qu'à la Bibliothèque des sciences et de l'industrie
- 1 stage pour les aidants numériques non professionnels (responsables d'associations de migrants et délégués de foyers)
- 1 atelier d'échanges de pratiques pour les professionnels des centres sociaux, en partenariat avec la fédération des centres sociaux de Seine-Saint-Denis

Isolement des femmes

- 85 ateliers d'échange et d'expression pour les femmes immigrées dans les Hauts-de-France
- 1 forum d'échanges sur les discriminations et les femmes immigrées (95 participants)
- 6 formations (81 bénéficiaires) mise en réseau de professionnels et bénévoles
- 3 ateliers de renforcement de capacités et de mise en réseau pour professionnels et bénévoles

2 LA GOUVERNANCE CITOYENNE DES TERRITOIRES



Le dialogue territorial, condition d'un développement local durable

Depuis une vingtaine d'années, le Grdr s'inscrit dans les politiques nationales de décentralisation pour accompagner les processus de développement local. L'objectif est de renforcer les autorités locales (qu'elles soient élues, techniques ou coutumières) dans leurs capacités à mobiliser pour construire des projets de développement territoriaux qui profitent au plus grand nombre, à commencer par les personnes les plus vulnérables. La finalité est d'animer un cadre propice à l'expression citoyenne, à la cohésion sociale et communautaire et au développement économique des territoires, sans mettre en danger les ressources naturelles, sources de richesses.

La coopération territoriale à l'échelle intercommunale et transfrontalière

Le Grdr est fortement impliqué dans la création de la 1^{ère} intercommunalité en Mauritanie (en dehors de Nouackchott) qui réunit les communes du Karakoro pour une gestion concertée des ressources naturelles le long de cet affluent du fleuve Sénégal. L'objectif est d'encourager la mutualisation des ressources financières, des moyens techniques et humains au profit des habitants de ce bassin-versant. En 2018, 2 communes supplémentaires ont rejoint ce regroupement, le portant à 7. Le Grdr les a accompagnées dans la mise à jour de leur plan d'actions prioritaires, pour que ces derniers soient conformes au plan et au fonctionnement intercommunal, notamment en matière de gestion des ressources naturelles. Une entente intercommunale similaire a été formalisée le long du bassin mauritanien du fleuve Sénégal au Guidimakha, entre les communes de Khabou, Wompou et Gouraye.

De l'autre côté de la frontière, au Mali, le Grdr s'est investi en 2018 auprès des autorités intercommunales de l'Association des Communes du Guidimakha Kaffo (ACGK) que ce soit sur des questions d'accès à l'eau (cf. chapitre « eau et assainissement ») ou pour réaliser un diagnostic permettant de répertorier les sites difficiles d'accès qui permette d'initier une réflexion sur le désenclavement de ce territoire.

Cette approche entre 2 intercommunalités frontalières situées dans deux pays voisins (Karakoro et l'Association des Communes du Guidimakha Kaffo



- ACGK) a permis au Grdr d'être l'un des principaux instigateurs d'un rapprochement transfrontalier inédit, à l'échelle intercommunale. Cette coopération facilite les échanges et œuvre à la prévention des conflits qui opposent les usagers des ressources fourragères et hydrauliques. Ce mécanisme a été officialisé par les autorités déconcentrées des deux pays. Celui-ci a été rendu possible grâce à la mise en place et le suivi d'un cadre de concertation composé de représentants de chacune des intercommunalités qui se réunit régulièrement. Ce fut encore le cas à 2 reprises en 2018, avec l'appui logistique et technique du Grdr.

Produire les connaissances indispensables à la planification territoriale

Depuis plusieurs années le Grdr a développé une méthodologie de renforcement des acteurs locaux qui se base sur la production de connaissances issues de la « recherche-action ». Il s'agit d'outiller les instances locales décisionnaires afin qu'elles prennent des décisions en connaissance de cause, à partir de données fiables, et non pas en se basant sur des idées reçues, comme cela arrive parfois. Cet objectif est capital dans des régions où les données sont rares, trop anciennes voire inexistantes. Cette démarche se base sur la réalisation de diagnostics territoriaux ou de monographies qui servent ainsi de références aux cadres de concertation pour définir les actions prioritaires à mettre en œuvre pour un développement des territoires qui soit avant tout profitable aux plus défavorisés. Ces documents mettent en évidence les évo-



lutions démographiques et économiques locales, soulèvent la question de l'emploi des jeunes et des secteurs porteurs, de la gestion des ressources naturelles, de l'accès aux équipements publics, de la planification urbaine... C'est d'ailleurs dans cette démarche que s'inscrivent les profils migratoires (cf. chapitre « Migration et Développement »). Ainsi, une monographie prospective est actuellement en cours sur la région transfrontalière qui unit Goudomp au sud du Sénégal avec Farim au nord de la Guinée-Bissau. En 2018, une monographie de la région de Cacheu a été publiée et présentée lors d'un forum national qui a réuni une cinquantaine de personnes à Bissau.

Planifier les priorités territoriales de manière concertée

Pour le Grdr, l'un des enjeux majeurs de son activité est justement de créer les conditions qui facilitent les échanges citoyens dans la planifi-

cation territoriale. Créer une culture du dialogue entre l'administration territoriale, les services techniques décentralisés, les citoyens, les organisations de la société civile, les associations de migrants et les acteurs économiques du territoire reste l'un des défis principaux.

En Guinée-Bissau, par exemple, le processus de décentralisation est toujours en gestation. Cet état des lieux est globalement défavorable à la participation des populations sur les questions d'enjeu public, comme par exemple sur les questions de développement urbain à Canchungo (et donc d'accès de tous aux services de base) pour lequel il n'existait jusqu'à présent aucun cadre de concertation.

Le Grdr s'est donc attaché à impulser la formation, dans la ville de Canchungo, d'un cadre de concertation chargé de piloter les travaux en vue de la réalisation d'un diagnostic participatif des vulnérabilités urbaines qui se déroulera tout au long de l'année 2019. Les citoyens, l'administration locale, la délégation des œuvres publiques, la délégation de la santé, la police, l'association des commerçants, les autorités traditionnelles (etc.) seront associées à ce processus. De même, un diagnostic organisationnel et institutionnel de l'administration locale a permis de mettre en œuvre un plan de formation pour compléter le cursus des élèves de l'École Nationale d'Administration (ENA) de Cacheu.

En Algérie, le Grdr vient d'initier un processus de planification d'actions prioritaires dans les wilayas de Tiaret et Tissemsilt. Un travail qui commence par le renforcement des associations locales afin qu'elles deviennent des interlocutrices actives des collectivités locales (cf. chapitre suivant).

“ IBRAHIMA THIOYE, CONSEILLER RÉGIONAL DE LA RÉGION DU GUIDIMAKHA

« En 2001, depuis 87 d'abord, quand il y a eu l'avènement de la décentralisation, nous avons vu que le développement des villages ne peut se faire qu'à travers les communes.

Donc les institutions communales deviennent pour nous encore une autre bataille, dans laquelle il faut se positionner. Une bataille pour moi, pour les associations, pour les coopératives... Et c'est là où justement j'ai mis le pied dans la politique locale, avec les conseils et l'appui du Grdr. »

CE QU'IL FAUT RETENIR

Au niveau transfrontalier

- 2 rencontres transfrontalières entre représentants des intercommunalités du Karakoro en Mauritanie et de l'Association des Communes du Guidimakha Kaffo (ACGK) au Mali pour échanger et réguler les conflits entre agriculteurs et éleveurs

Au niveau intercommunal

- 1 nouvelle intercommunalité réunissant 3 communes mauritaniennes (Khabou, Wompou et Gouraye) sur la question de la gestion des ressources naturelles a été formalisée
- L'élargissement de l'intercommunalité du Karakoro, créée en 2016, qui compte désormais 7 communes

- La réalisation d'un diagnostic pour lutter contre l'enclavement au sein de l'Association des Communes du Guidimakha Kaffo (ACGK)

Au niveau régional

- La parution et le lancement de la monographie de Cacheu (Guinée-Bissau)
- La réalisation d'un diagnostic organisationnel et institutionnel de la région de Cacheu

Au niveau Départemental

- La réalisation du Plan Alimentaire Territorialisé du Département de Rufisque (cf. chapitre « Agriculture et alimentation »)
- La mise à jour actuellement en cours du Plan de Développement Départemental de Bakel (Sénégal)



Le renforcement de la société civile

Si le travail aux côtés des institutions de l'État est indispensable pour la définition des politiques publiques (cf. chapitre précédent), c'est la concertation citoyenne qui doit en être le socle. La société civile locale apparaît donc comme un interlocuteur et un allié essentiel pour défendre l'intérêt général et faire entendre la voix de ceux qui sont les plus défavorisés. C'est souvent le cas des moins de 25 ans, qui, dans un contexte de forte croissance démographique sont devenus la classe d'âge majoritaire (sur les territoires où le Grdr mène des actions, ils représentent 50% de la population, parfois même 60%). Leur insertion professionnelle, sociale et culturelle représente un enjeu majeur de cohésion et de stabilité. D'autant plus que le milieu associatif offre de nombreuses opportunités pour consolider les parcours professionnels et acquérir de nouveaux savoir-faire. C'est dans cette logique qu'au Mali, en Mauritanie, et désormais en Algérie, le Grdr travaille auprès des associations et avec les pouvoirs publics, pour valoriser ces compétences et repositionner la société civile en tant qu'employeur potentiel et espace citoyen adapté aux aspirations de la jeunesse.

Accompagner la société civile dans sa structuration

En Afrique de l'Ouest, les organes associatifs sont souvent accaparés par une génération plus âgée qui laisse peu de place aux initiatives et au dynamisme des jeunes. De plus, les associations sont gênées par des difficultés d'accès aux financements, d'organisation, ou encore de gestion. Ce tissu associatif est souvent disparate, avec peu d'échanges de pratiques et d'idées. Il souffre d'un réel manque de visibilité auprès des autres acteurs locaux et il est mal valorisé.

L'un des axes de travail du Grdr est de les accompagner dans la structuration de leurs associations, dans le partage d'expériences et dans la mise en réseau. A Kiffa, Kaédi et Ryadh (Mauritanie) quatre associations marraines, la Maison Familiale Rurale (MFR) de Kaédi et une trentaine d'associations ont bénéficié d'un appui à travers un plan d'accompagnement défini conjointement. Elles ont ainsi consolidé leur projet associatif (valeurs, type d'activité, méthodologie d'engagement...). Parallèlement, elles ont bénéficié d'un accompagnement adapté pour leur permettre d'être autonomes dans la réalisation de leurs projets. Des modules de formation sur des sujets tels que le montage de projet et la recherche des financements, la communication (interne et externe), la gestion financière, la création d'entreprise, l'Économie Sociale et Solidaire [etc.] leur ont ainsi été proposés.



© En Haut

En Algérie, des organisations de la société civile ont été mises en relation à travers les « clubs «Synergie OSC ». A travers ce dispositif, elles ont pu identifier des préoccupations communes. Elles ont ensuite été accompagnées dans la construction d'un plaidoyer et ont été formées selon leurs besoins.

Valoriser la société civile en tant que secteur d'insertion professionnelle

En Algérie justement, les moins de 25 ans représentent 45% de la population et près d'un jeune sur quatre n'a pas d'emploi, malgré la hausse générale du niveau d'étude. En causes : les perspectives insuffisantes qu'offre le marché de l'emploi et l'écart entre les compétences disponibles et celles recherchées par les employeurs. Le taux d'activité reste faible, en particulier chez les femmes. L'économie informelle apparaît donc souvent comme une alternative, mais le risque de

basculer dans la précarité est réel. Toutefois, il existe de nombreuses initiatives portées par des jeunes, telles que la création de petites coopératives de production, de recherche d'emploi, de mise en place d'incubateurs d'entreprises orientés vers les nouvelles technologies (en milieu urbain), des services d'aide à la personne, etc. La société civile est désormais un secteur qui propose de nouveaux métiers et recrute. Les pouvoirs publics algériens, conscients de l'enjeu, ont mis en place des dispositifs de financement pour encourager les jeunes à créer des entreprises, comme par exemple le Programme d'Appui Jeunesse Emploi (PAJE).

Au cours de ces 3 dernières années (2016-2018), le Grdr a ainsi renforcé sa fonction de tremplin pour les jeunes des wilayas d'Oran et de Khenchela. Des associations partenaires ont reçu des financements en cascade. Plus de 300 stagiaires ont

pu ainsi être mobilisés. L'année 2018 a également été marquée par l'organisation du forum « Innov'Emploi », à Oran, qui combinait des ateliers de réflexion, de sensibilisation, de concertation mais aussi de mise en relation avec des employeurs potentiels ou encore d'accompagnement. C'était la 1ère fois en Algérie que les 3 acteurs de l'employabilité (association - secteur privé - secteur public) étaient réunis dans un cadre commun.

Faciliter la concertation entre associations de jeunes et autorités locales

Pour permettre aux jeunes de devenir pleinement des acteurs et une force de proposition sur les thématiques qui les concernent en premier lieu, le Grdr a mis en place des cycles « d'éducation à la bonne gouvernance et à la citoyenneté des organisations de la société civile ».





L'objectif étant de les sensibiliser aux questions liées à l'identité locale, rattachée le plus souvent au territoire communal dans lesquelles elles s'inscrivent. Ces modules de formation, développés par le Grdr, en travaillant sur le fonctionnement et les compétences de la Mairie, ont constitué une « première pierre » pour la mise en place de concertations élus/jeunes dans le processus de gouvernance citoyenne des territoires. C'est ainsi qu'ont été expérimentés la mise en place de conseils communaux de jeunes (CCJ) à Kaédi, Kiffa et Riyadh, afin de mettre en place différentes commissions, allant de l'insertion

professionnelle à la promotion du « leadership » féminin. Véritables instances de dialogue entre associations de jeunes et élus, les CCJ sont une opportunité pour aborder les rôles et prérogatives des institutions publiques et des autorités locales, ou encore pour élaborer des budgets participatifs.

CE QU'IL FAUT RETENIR

En Algérie

- **535 jeunes (dont plus de 50% de jeunes femmes)** ont bénéficié de formations et de stages en association grâce à des subventions en cascade mises à disposition d'associations locales par le Grdr.
- **700 jeunes** ont pu avoir accès au forum « Innov'Emploi » les 26 et 27 novembre, 1er du genre en Algérie. 200 d'entre eux ont pu diffuser leur CV.

En Mauritanie

- **3 Conseils Communaux** de jeunes dans les communes de Kaédi, Kiffa et Riyadh.
- **45 jeunes et élus** de la commune de Kaédi ont bénéficié d'une session de formation sur le contrôle citoyen de l'action publique.
- **4 associations** mairraines et une trentaine d'associations mauritaniennes ont bénéficié de plans d'accompagnement pour consolider leur projet associatif et devenir autonomes (recherche de financements, communication, etc.).





Agriculture et alimentation

En Afrique de l'Ouest, les agricultures familiales demeurent largement majoritaires dans la production agropastorale, que celle-ci soit destinée aux marchés locaux ou internationaux. Elles jouent un rôle important dans l'approvisionnement des villes dont le nombre et la taille ne cessent de croître. De plus, elles alimentent une diversité de filières qui, de l'amont à l'aval, procurent des emplois à de nombreux actifs : dans cette région, les secteurs agro-pastoral et agro-alimentaire représentent le premier gisement d'emploi. Souvent dévalorisées, elles sont fragilisées par des facteurs sociaux, économiques et climatiques. Pour le Grdr, l'un des enjeux majeurs est de les accompagner dans la construction d'un plaidoyer commun visant à améliorer l'environnement dans lequel elles évoluent et, au besoin, de le porter à leurs côtés. Ce discours collectif doit intégrer toutes les caractéristiques des territoires d'action du Grdr : urbanisation croissante, y compris dans des régions jadis marquées par la ruralité, transfrontalière, éloignement des centres de décision, impacts des changements climatiques...

L Le travail du Grdr comporte donc trois volets. Le premier est basé sur des dynamiques collectives, à l'échelle des organisations paysannes, qui permettent de partager les savoir-faire et de produire les connaissances. Le second, qui s'appuie sur le 1^{er}, consiste à accompagner les collectivités territoriales, par exemple à l'échelle régionale ou départementale, dans la mise en œuvre de systèmes alimentaires territoriaux. Enfin, le 3^{ème} volet vise à mettre en place des mécanismes permettant de prévenir les situations d'urgence alimentaire ou, le cas échéant, de faire face aux situations de crises.

Protéger les agricultures paysannes

La stratégie mise en place par le Grdr a pour objectif de soutenir la résilience des populations agropastorales face aux chocs récurrents auxquels elles font régulièrement face. Elle permet aussi d'encourager les échanges transfrontaliers et la mise en place d'une politique commerciale sous régionale. Avec en toile de fond la volonté de contribuer à un développement économique local profitable au plus grand nombre, qui revalorise les métiers agricoles auprès des jeunes.

Ainsi, une partie du travail consiste à appuyer la structuration des organisations paysannes du bassin du fleuve Sénégal et à renforcer leurs com-



pétences sur des pratiques agricoles durables. L'une des priorités est de valoriser le patrimoine semencier local, de le renouveler, le partager et le défendre à travers l'animation du Comité Ouest Africain des Semences Paysannes (COASP). Ce faisant, il s'agit de mettre l'accent sur l'importance de ce patrimoine afin de faire face, à terme, aux conséquences du réchauffement climatique.

Enfin, en 3^{ème} lieu, l'idée est d'expérimenter et d'évaluer des pratiques agro écologiques pour identifier les plus intéressantes d'entre elles. Leurs performances sont ainsi comparées aux pratiques conventionnelles. Celles-ci font ensuite l'objet de formations ou d'ateliers de partages d'expérience, qui contribuent par ailleurs à la mise en réseau des producteurs.

Systèmes alimentaires et urbanisation

La croissance démographique à l'œuvre en Afrique de l'Ouest a pour corollaire une croissance urbaine importante. La question agricole ne peut désormais plus être dissociée de ces dynamiques. Les villes s'étendent sur des territoires historiquement consacrés à l'agriculture, obligeant un grand nombre de petits exploitants à se délocaliser ou se reconverter. Ce phénomène implique une réflexion approfondie pour garantir l'émergence et le renforcement de systèmes alimentaires territorialisés.

Dans le département de Rufisque, en périphérie de Dakar, le Grdr a œuvré en faveur de la construction d'un plan alimentaire qui a été validé par le Conseil

Départemental. Celui-ci s'est construit autour de 3 axes :

- la sécurisation des exploitations agricoles familiales et la promotion de l'agriculture durable ;
- l'accompagnement à la structuration du secteur de la transformation agro-alimentaire ;
- l'accès des enfants (en milieu scolaire) et des habitants à une alimentation de qualité.

Ce travail a créé un cadre propice à la construction d'un plaidoyer permettant de protéger les terres agricoles qui alimentent les populations du département mais aussi une grande partie des habitants de Dakar. Une charte de soutien aux exploitations familiales de la région a été signée par plusieurs maires et le Conseil Départemental de Rufisque. Une mobilisation qui a sans aucun doute contribué,



à son niveau, à la décision du Président de la République sénégalaise d'interdire, à Damniado, l'accapement des terres par les promoteurs immobiliers, au risque de voir la question foncière devenir un élément de déstabilisation de la paix sociale. Une démarche similaire a été entamée en 2018 à Kayes, au Mali. L'objectif étant d'aboutir, à l'horizon 2021, à la validation d'un plan alimentaire afin de territorialiser l'alimentation à Kayes. Sa mise en œuvre passe au préalable par une phase de diagnostic qui se poursuit en 2019 et qui devrait fournir, entre autres, les informations nécessaires à la construction d'un plaidoyer impliquant les autorités locales.



“ GALAYE SECK, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION AGRICULTURE DU DÉPARTEMENT DE RUFISKE

En 2016, la population du département de Rufisque était estimée à 536 395 habitants, soit 15 % de la région de Dakar. Elle devrait doubler d'ici 2035. Malgré une urbanisation rapide, le département demeure à dominante rurale et la pêche, l'agriculture et l'élevage constituent les principales activités économiques du département. Face à ces enjeux, nous nous sommes engagés avec avec le Grdr et Cicodev afin d'assurer la sécurité alimentaire des populations de la région de Dakar. Nous avons commencé par mettre en place un cadre de concertation réunissant tous les acteurs du département. Le plaidoyer que nous avons mené a permis la sortie d'un décret présidentiel pour la préservation de certaines zones. Nous avons aussi mené un combat afin de préserver une zone



agricole de 56ha qui était menacée par la construction de lotissements. Le travail que nous avons effectué sur les cantines scolaires était également intéressant, permettant de stimuler l'économie locale. Nous sommes conscients que ce n'est pas une bataille facile, mais nous sommes déterminés à mener le combat pour préserver le caractère agricole du département en soutenant les exploitations familiales.





Anticiper les crises et faire face aux situations d'urgence

Dans les régions rurales du bassin du fleuve Sénégal, la production agricole est l'une des principales sources d'alimentation des populations locales. Les aléas pluviométriques de ces dernières années ont contribué à aggraver la situation alimentaire de certaines familles. En 2018, cela s'est particulièrement ressenti dans les cercles de Nioro et de Diéma au Mali. Un dispositif d'aide alimentaire a ainsi permis de distribuer 32 tonnes de céréales à 320 familles (5175 personnes), ciblées avec la participation des communes et des autorités locales. Une aide qui n'a été rendue possible que grâce à la forte mobilisation des partenaires de coopération décentralisée.

Afin d'éviter que de telles situations se produisent, le Grdr travaille, dans le Guidimakha mauritanien, à des mécanismes favorisant l'accessibilité alimentaire. L'objectif étant par exemple de doter les zones déficitaires en « stocks alimentaires communautaires de sécurité » approvisionnés en denrées de base prioritairement produites localement. Ce système passe par la mise en place et la formation de comités inter-villageois qui assurent la gestion des magasins et leur réapprovisionnement.

Enfin, un dernier volet d'action en faveur de la résilience des Guidimanxés, consiste en la construction de dispositifs antiérosifs (cordons pierreux) afin de lutter contre l'érosion hydrique et éolienne pour améliorer la production agricole et fourragère.

“ TALEBSIDI
DJIBI RÉGISSEUR
DE LA COMMUNE
DE GOURAYE (MAURITANIE)



L'accompagnement du Grdr a beaucoup servi pour notre population parce qu'il leur a fourni ce dont ils avaient besoin : sorgho, huile, riz, pâtes. Cette activité a changé beaucoup de choses dans la commune et dans le village, les gens se déplaçaient pour aller chercher leurs besoins et maintenant ils ont tout près d'eux. Pour les familles aussi, au lieu de se déplacer pour aller chercher leur nourriture jusqu'à Sélilaby ou Gouraye, il y a maintenant une boutique dans leur zone, dans leur village, et à bas prix. On peut dire que l'arrivée du SACS dans la commune et dans le village a changé beaucoup de choses et beaucoup servi pour notre population. On remercie le grdr de nous accompagner et d'avoir mis en place ces deux boutiques, qui ont finalement amené un développement pour les villages.

“ DIALLO AMINATA SIDIBE, COMMUNE DE NIORO TOUGOUNÉ RANGHABÉ (MALI)



« Avec les revenus tirés de mes parcelles, j'aidais mon mari dans les dépenses, mais malheureusement à la suite de la mauvaise campagne agricole 2016 -2017 je n'ai pas récolté même un moud (équivalent à 3 kg) dans mon champ de maïs ni celui de sorgho. Ce qui fait qu'en 2018 (surtout pendant la période de soudure) j'avais des difficultés pour les 3 repas quotidiens. Mais grâce à la distribution gratuite de la part du Grdr et de ses partenaires, j'ai pu bénéficier de 100 Kg de sorgho. Cela nous a beaucoup aidés en août et septembre 2018, et c'est un constat partagé avec les autres familles bénéficiaires du projet qui vivaient dans des conditions difficiles durant cette période de soudure. »

“ MAOULOUD OULD MEKAKHA, AGRICULTEUR DANS LE BASSIN VERSANT DE GARFA

« J'étais obligé d'aller travailler à Nouadhibou, y passer la saison sèche et tout ce que je gagne comme argent je l'envoie à la famille qui achète du sorgho. L'année passée, j'ai beaucoup cultivé maïs cette année ça équivaut à trois charges d'âne et ça ne peut pas couvrir les besoins de la famille »

CE QU'IL FAUT RETENIR

- La validation du plan alimentaire territorialisé par le Département de Rufisque.
- La charte de soutien aux exploitations agricoles familiales signée par plusieurs maires du département et le Conseil Départemental de Rufisque.
- Le lancement du diagnostic du système alimentaire territorialisé de Kayes.
- La structuration du Comité Ouest Africain des Semences Paysannes (COASP).
- La foire transfrontalière des semences paysannes à Gouraye les 23 et 24 juillet 2018.
- 6 cantines scolaires et 1680 élèves d'écoles de quartiers défavorisés de Dakar ont été mis en relation avec des producteurs locaux et bénéficient d'une alimentation saine en circuit court. 3 cuisines scolaires ont été aménagées (Kabirou, Pikine, Chérif)
- 5875 élèves de 9 écoles des quartiers défavorisés de Dakar ont été approvisionnés avec du « pain de dole »
- La distribution alimentaire de 32 tonnes de céréales auprès de 5175 personnes mises en danger par une période de soudure difficile dans les Cercles de Diéma et de Nioro au Mali.
- 60 hectares de la commune de Monguel (Mauritanie) ont été aménagés grâce à des cordons pierreux pour lutter contre l'érosion des sols



Le développement des filières économiques

Depuis plusieurs années le Grdr accompagne les petits exploitants agricoles à travers des formations sur la création d'une activité économique, la mise en réseau et l'application de techniques de production durables et respectueuses des ressources naturelles. Ce travail est organisé de manière à structurer des filières agricoles, grâce à la mise en place de circuits allant de la production à la commercialisation, en passant par le stockage et la transformation. Cette structuration doit également permettre de créer les conditions permettant de revaloriser auprès des jeunes les métiers de l'agriculture et de l'agroalimentaire, où les potentialités d'emploi sont conséquentes. La stratégie mise en place, en concertation avec les autorités locales, consiste à organiser ces filières pour que cette production et les produits dérivés puissent profiter du développement des marchés urbains. A Canchungo, une attention particulière est en outre accordée au secteur de l'habitat, qui, du fait de la croissance démographique, offre des opportunités économiques importantes.

Concilier développement économique et gestion des ressources naturelles

Pour de nombreuses familles vivant en milieu rural, à commencer par celles qui vivent des exploitations agricoles familiales, les ressources naturelles sont une source de revenus monétaires et alimentaires. Certaines d'entre elles sont menacées par différents facteurs : changements climatiques, question foncière, pression démographique... Le Grdr travaille avec des petits entrepreneurs, collectifs et individuels, pour généraliser des pratiques qui ne mettent pas en danger leur renouvellement. Cette approche est complémentaire à celle qui est développée en collaboration avec les autorités institutionnelles pour gérer de façon concertée ces richesses au niveau local (cf. chapitre le dialogue territorial, clé du développement territorial).

En Guinée-Bissau et dans la région de Cacheu, l'économie locale est fortement dépendante de la production de noix de cajou, soumise aux aléas des marchés internationaux. Le Grdr promeut la diversification agricole portée par des jeunes et des femmes qui proposent des initiatives économiques alternatives, par exemple la production et la commercialisation d'huile de palme selon des techniques respectueuses de l'environnement. Un incubateur de microentreprises, créé il y a 3 ans est toujours actif. Il a permis cette année



d'accompagner 2182 porteurs de projets (individuels ou collectifs, généralement des initiatives agricoles) grâce à un appui méthodologique (appui-conseil, gestion, comptabilité) ou le développement de services financiers adaptés avec des banques partenaires.

En Casamance, pour démontrer qu'il est possible d'exploiter les ressources naturelles tout en préservant la biodiversité, le Grdr et ses partenaires ont, depuis plusieurs années, réalisé des expérimentations sur la saliculture solaire et la pêche durable. De plus, des financements en cascade ont permis d'accompagner des microentreprises (ostréiculture, pisciculture, paniers thermos, charbon de paille, etc.) exploitant les ressources de la mangrove de manière respectueuse de l'environnement.

“ **IAMA MANÉ, PRÉSIDENTE DU GROUPEMENT
NO PEGA NA TARBADJO* DU VILLAGE DE PONTA PEDRA,
SECTEUR DE CAIO (GUINÉE-BISSAU)**

Je commence d'abord par remercier le Grdr pour son accompagnement technique et financier au cours de ces dernières années dans le domaine de la production de l'huile de palme. Aujourd'hui, nous sommes très satisfaits de votre accompagnement dans la commercialisation de notre huile. Nous les productrices, sommes très fatiguées lors de la vente de l'huile produite. La plupart des productrices de notre village vendent leur huile à Bissau. Pour y aller on paye 200of à l'aller, plus 200of et 100of par bidon de 20 litres. En plus des frais de transport, il y a les taxes au niveau du poste des Eaux et forêts de Safim (200of), les taxes municipales (25of), la restauration (500), etc. sans compter les pertes de temps et les cas de méventes. Toutes ces dépenses liées à la commercialisation de l'huile font que les productrices ne gagnent pas grand-chose. Ainsi, la stratégie consistant à mettre en place un fonds de stockage qui permettra à la Fédération N'wo Balolam d'acheter l'huile de palme sur place va grandement faciliter la commercialisation, tout en augmentant les revenus des productrices. J'appelle les autres productrices à collaborer et à prendre toutes dispositions pour présenter une huile de palme de qualité, afin de pérenniser la stratégie.

** Nous pensons au travail*

Structurer les filières porteuses selon les territoires

Le Grdr accompagne des coopératives ou des groupements d'intérêts économiques, principalement composés de productrices ou de jeunes. Une large partie de cette activité consiste à renforcer leurs capacités à se structurer autour de savoir-faire portés sur l'agro-écologie. Quand cela est nécessaire, sur la base de cahiers de charges stricts et grâce à la mise en place de comités de sélection, le Grdr propose une aide financière (notamment pour consolider les fonds de roulement) ou une dotation en matériel.

Depuis plusieurs années, et 2018 n'y a pas dérogé, le Grdr appuie les productrices de bananes de la région de Kayes. Plus récemment, des activités similaires ont été mises en place pour les jeunes entrepreneurs de la filière baobab et la transformation de son fruit. De l'autre côté de la frontière, au Sénégal, dans la réserve nationale du Boundou, 2 unités de boulangerie ont été construites pour la fabrication de biscuits innovants à haute qualité nutritive à base de bouye, jujube et patate douce. Des formations ont été proposées sur les techniques de fabrication mais aussi sur les stratégies de commercialisation.

Dans les régions de Dakar et de Ziguinchor, des petites exploitations familiales ont été mises en relation avec des cantines scolaires pour proposer une alimentation saine et locale à des enfants issus des milieux défavorisés. Du pain préparé à base d'un mélange de farine de froment et de céréales locales a ainsi été distribué dans 9 établissements de la région de Dakar pour environ 6000 élèves. 6 cantines scolaires ont également été approvisionnées en repas, permettant à 1500 élèves de familles défavorisées de bénéficier d'un repas régulier. Ces activités doivent également sensi-





biliser les jeunes, en milieu scolaire, sur ce tout ce qui concerne l'alimentation saine, afin qu'ils deviennent des acteurs du changement dans les modes de consommation et de production.

En Mauritanie, des subventions en cascade ont permis de financer 24 associations (regroupant plus de 1000 jeunes) à Kaédi, Kiffa, Ryadh Nouakchott, pour le développement de microprojets économiques rentables. Parallèlement, le Grdr poursuit son action de soutien auprès de la filière patate douce de Fom Gleïta, qui a débuté depuis plusieurs années. Enfin, une étude a également eu lieu en vue d'identifier des zones d'implantation de mini-laiteries dans le Gorgol et le Guidimakha.

Expérimenter de nouvelles démarches

A Canchungo, la réhabilitation de l'habitat de certaines familles précaires fait partie des priorités définies par les comités locaux de concertation. Au cours de ces dernières années, une centaine de maisons ont été rénovées, sur la base de savoir-faire et de matériaux locaux. En 2018, une nouvelle approche a été élaborée avec la mise en

place d'un fonds d'incitation à l'amélioration de l'habitat et des comités de gestion associés. 41 familles (plus de 320 personnes) ont d'ores et déjà eu accès à ce dispositif, mis en place fin 2018. 106 autres bénéficieront de cet appui courant 2019.

Ce travail est une opportunité pour interagir avec l'ensemble de la filière « habitat », dans une logique de développement local. Celle-ci passe par la gestion des ressources disponibles ainsi que la formation des jeunes, pour qu'ils soient en mesure de répondre aux besoins futurs et ainsi de développer un savoir propre, adapté au contexte local.

Enfin, de l'autre côté de la frontière, en basse Casamance, le Grdr, en partenariat avec la FONDEM, travaille, dans un cadre expérimental et multi-acteurs, au développement d'une offre en électricité répondant aux besoins des entrepreneurs de la commune de Ouonck.



CE QU'IL FAUT RETENIR

- **124 projets individuels et 255 projets collectifs de jeunes et femmes** en Guinée-Bissau qui ont bénéficié de services financiers et non financiers (environ 2000 personnes).
- **587 producteurs** d'huile de palme ont bénéficié d'un accompagnement pour le développement durable de la filière huile de palme en Guinée-Bissau.
- **24 associations de jeunes** ayant des projets collectifs qui ont reçu des subventions en cascade en Mauritanie (Kaédi, Ryadh, Kiffa) – ce qui représente plus de 1000 personnes. Elles ont également bénéficié d'une formation en gestion et création d'entreprise.
- **137 jeunes** ont reçu une formation en gestion et en montage de projet économiques.
- **2000 porteurs de projets**, notamment des filières bananes et baobab au Maol (généralement collectifs mais pas exclusivement) ont bénéficié de dotations matérielles (pompes solaires, motopompes, grillages...).

Au final 6900 porteurs de projets économiques (incluant les porteurs de projet collectifs) ont reçu un appui, accompagnement, formation, dotation... du Grdr.





L'assainissement

En Afrique de l'Ouest, les questions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont toujours une priorité dans les plans de développement locaux, loin devant la santé et l'éducation. Elle est indissociable des problématiques de santé publique. De plus, le manque d'infrastructures encourage des comportements qui peuvent être à l'origine de nombreuses maladies, par exemple d'origine hydrique.

L'accès à l'eau potable, toujours la priorité pour les populations

Depuis de nombreuses années, le Grdr accompagne les collectivités territoriales dans la prise en charge durable de l'accès à l'eau potable. La maîtrise locale des questions relatives à l'eau potable, en tant que service public est plus qu'essentielle dans des territoires qui ne cessent de se densifier.

En Guinée-Bissau, à Canchungo, la source d'eau de Cum est l'un des trois points d'approvisionnement majeurs pour les habitants de la ville. Le nombre d'usagers réguliers est estimé à 10 000 personnes. Cette source était mal entretenue et elle était également utilisée comme lavoir et douche publique. Des analyses microbiologiques réalisées en 2016, ont révélé un niveau de contamination inquiétant. Les comités de quartiers et l'administration ont donc demandé à ce que sa réhabilitation apparaisse parmi les priorités locales. Un avant-projet a été réalisé par le Grdr, en parte-

nariat avec l'Université Assane Seck de Ziguinchor. Il a abouti en 2018, par la réalisation des travaux par une entreprise sélectionnée localement. Un comité de gestion a été mis en place pour en assurer l'entretien et le bon fonctionnement. Cette action d'urgence ne résout que temporairement le problème de cette troisième ville de Guinée-Bissau et une solution plus pérenne doit être trouvée. Au Sahel, la priorité porte sur la question de l'accès à l'eau. L'enclavement de nombreux villages situés loin de toute route ou piste oblige encore des femmes ou des enfants à parcourir, quotidiennement, jusqu'à plusieurs kilomètres pour approvisionner leur famille, les privant ainsi de toute activité scolaire ou génératrice de revenus. Cette problématique est particulièrement présente au Mali, dans la région de Kayes, et fait partie des principales priorités de l'Association des Communes du Guidimakha Kaffo (ACGK). Depuis plusieurs années Plaine Commune et le Grdr accompagnent l'ACGK, sur cette question. En 2018, un système d'adduction en eau potable a été installé dans le village de Bouyagui, qui compte 1000 habitants.



L'assainissement, une problématique de santé publique

Les enjeux de santé liés à l'assainissement apparaissent également comme un souci majeur et sont désormais inscrits dans de nombreux plans d'action prioritaires communaux. Le fait que la question de l'assainissement soit à l'ordre du jour de l'agenda de nombreux bailleurs de fonds permet de ré-aborder les questions de santé liées à l'eau, notamment en matière d'hygiène élémentaire. En accord avec les collectivités locales, le Grdr, tout en appuyant la mise œuvre des plans d'action prioritaire « Eau », a ainsi parallèlement développé au cours de ces 10 dernières années, une véritable compétence en matière d'ingénierie de l'assainissement piloté par les populations (méthode ATPC). Cette dernière consiste à mobiliser et sensibiliser les populations pour les encourager à changer de comportements en matière d'hygiène. Mais, comme en Inde par exemple, le « marketing de l'assainissement » reste un sujet délicat. Les populations priorisent leurs besoins en fonction de leurs moyens et urgences. Un sujet qui devra certainement être creusé à l'avenir.



“ ISMAÏLA NDIAYE,
VILLAGE DE KOUTHIBA
WOLOF, UN MAÇON
FORMÉ AUX TECHNIQUES
DE CONSTRUCTION DES LATRINES
DANS LE CADRE DU PROJET
SANITAMBA-UE

« Le projet SANITAMBA-UE a considérablement amélioré mes conditions de vie. Je n'ai plus besoin de quitter ma commune pour chercher des chantiers de construction dont la paye est parfois irrégulière. Ce sont mes revenus sur le projet qui m'ont permis de passer, avec toute ma famille, de très bonnes fêtes de Tabaski 2018». Actuellement, grâce aux latrines qu'il a construites dans la commune, il a pu engranger une somme de plus de 600 000 FCFA en quelques mois. Cette manne financière a pu profiter à 14 personnes de sa famille, dont 7 enfants 4 femmes et 3 hommes. »

“ BOUBACAR DIAW,
PAYSAN DANS LE VILLAGE
DE KOULOR (SÉNÉGAL)

L'ouvrage construit, dessert actuellement 18 personnes au sein de sa concession dont 2 femmes, 6 hommes et 10 enfants de moins de 5 ans. Il témoigne : «Je suis très heureux d'avoir bénéficié de cette latrine que je ne pouvais m'offrir sans subvention. Auparavant, ma famille et moi, étions honteusement obligés de nous rendre chez les voisins. »

CE QU'IL FAUT RETENIR

Accès à l'eau potable

- La réhabilitation de la source d'eau de Cum à Canchungo et la mise en place d'un comité de gestion pour cette source qui est l'une des principales de la ville (10000 habitants).
- L'installation d'un système d'accès à l'eau dans la commune de Bouyagui (Mali) (1000 habitants) et d'un comité de gestion.

Assainissement

- La construction de plus de 2000 latrines familiales dans la région de Bakel – environ 16 000 ou 17 000 bénéficiaires.
- 80 000 personnes vivant en milieu rural (Mauritanie et Sénégal) ont bénéficié d'actions de sensibilisation pour les inciter à des changements de comportement en matière d'hygiène (environ 500 animations dans les villages).
- 2 blocs de latrines en milieu scolaire dans la région de Kayes (362 élèves).
- 156 maçons mauritaniens ont été formés sur les normes de construction des latrines (8 formations organisées) et ont été équipés du matériel nécessaire pour leur réalisation.



© En Haut



Les territoires d'action du Grdr

- Cellules
- Représentations institutionnelles
- Zones d'actions
-  Valorisation et soutien du tissu associatif local
-  Plaidoyer sur les politiques migratoires
-  Structurations des filières agropastorale et agroalimentaire
-  Amélioration de l'habitat
-  Gestion des ressources naturelles et protection de la biodiversité
-  Accès à l'eau potable et ingénierie de l'assainissement
-  Formation et insertion économique des jeunes et des femmes



Le Grdr en Afrique de l'ouest



Valorisation et soutien
du tissu associatif local



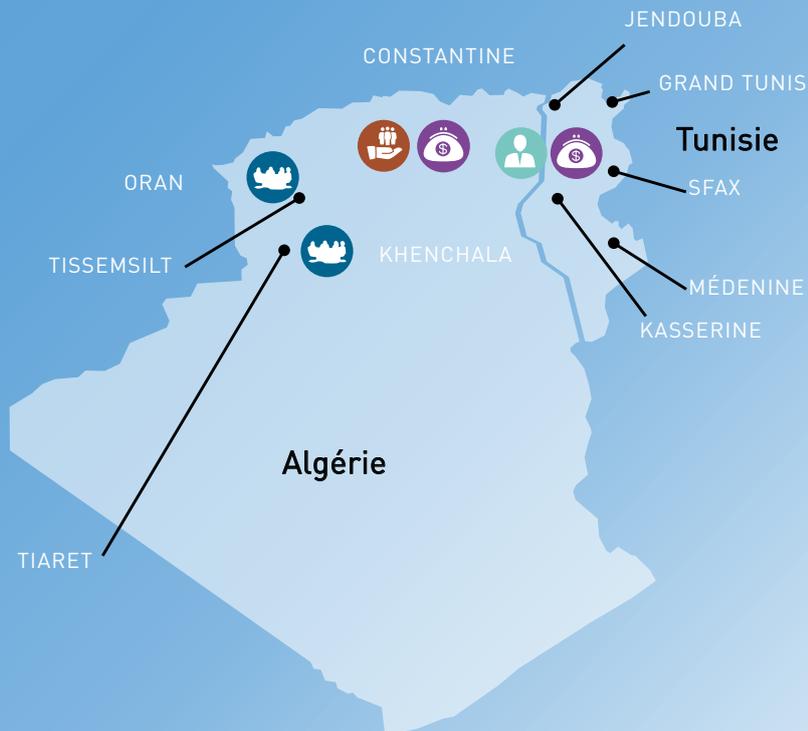
Expertise Migration
et Développement



Formation et insertion économique
des jeunes et des femmes



Développement local



Le Grdr au Maghreb

● Cellules



Valorisation et soutien du tissu associatif local



Insertion professionnelle des travailleurs immigrés



Formation des professionnels en charge de l'accueil des migrants



Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale



Pays dans lesquels le Grdr a développé des partenariats



Le Grdr en France et en Europe

Les études et parutions en 2018



EN MAURITANIE

- Les profils migratoires des communes de Kaédi, Sélibaby, Ryadh-Nouakchott et Nouadhibou.
- L'étude-mapping des initiatives de co-développement de la diaspora mauritanienne en Europe.
- Les actes du forum « Les migrations au service des territoires ».

AU SÉNÉGAL

- Le plan alimentaire territorialisé du département de Rufisque.
- Le guide « Co-construire un projet alimentaire territorial ».
- L'étude des secteurs économiques porteurs et des services financiers décentralisés pour la diaspora de Sédhiou.
- Le plan de développement départemental de Bakel (en cours).

ALGÉRIE

- Le référentiel des métiers associatifs en Algérie.
- Les actes du séminaire « L'ESS: un outil au service du développement local et de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes en Algérie ».

EN FRANCE

- Le corpus d'outils pédagogiques « Communication interculturelle et projets migratoires : corpus d'outils pédagogiques ».
- L'article universitaire : « Migration sans la famille et construction de l'espace familial en situation de contrainte : le cas des personnes âgées nées en Afrique du Nord-ouest et résidant en France »...
- L'étude sur les obstacles dans le parcours de soins des femmes immigrées dans la métropole lilloise.
- Les actes du forum sur l'inclusion sociale des femmes immigrées.

EN GUINÉE-BISSAU

- Monographie territoriale de la région de Cacheu.
- Les guides « Comment créer son entreprise » et « le montage de micro-projets ».

TUNISIE

- Les profils migratoires des communes de Sbeitla, Beni Khedache, Mahres (en cours).

Le Grdr et les Objectifs de Développement Durable (ODD)

L'action du Grdr contribue à la réalisation des ODD.

En 2018, 8 ODD étaient concernés :



1 PAS DE PAUVRETÉ
Eradication de la pauvreté



2 FAIM «ZÉRO»
Assurer la sécurité alimentaire



6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
Accès à l'eau et à l'assainissement



8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
Accès à des emplois décents



10 INÉGALITÉS RÉDUITES
Réduction des inégalités



11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
Villes et communautés durables



13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Lutte contre le changement climatique



17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
Partenariats pour la réalisation des objectifs

Le Grdr dans les réseaux

EN FRANCE ET EN EUROPE

COORDINATION SUD (CSUD) est une plate-forme qui réunit 6 collectifs d'ONG et près de 170 ONG. Elle milite pour des politiques de solidarité internationale, d'urgence et de développement, fondées sur les principes de solidarité, les droits humains, la justice et la démocratie. Elle s'attaque aux causes des conflits, de la pauvreté et des inégalités, en particulier entre les femmes et les hommes. Son action consiste à fédérer, renforcer et valoriser les ONG françaises en tant qu'acteurs clés de la solidarité internationale.

La planification stratégique 2017-2022 de Coordination Sud a été adoptée en 2017 par l'Assemblée Générale. Elle fixe 4 objectifs à atteindre : (1) Approfondir l'analyse et partager les enjeux globaux de développement durable et de solidarité internationale ; (2) Se renforcer collectivement pour mieux résister, anticiper, s'adapter aux défis de demain, et être une force de proposition ; (3) Influencer les acteurs clés et porter les messages des ONG sur les enjeux majeurs du développement durable et de la solidarité internationale et (4) Consolider la cohésion interne, les moyens d'action et l'impact des actions collectives.

Coordination SUD est membre de trois réseaux : le Mouvement associatif en France, Concord en Europe (où elle est représentée au Conseil d'Administration), le FORUS (réseau international qui regroupe des ONG et des réseaux d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Europe et du Pacifique, représentant plus de 22 000 organisations).

▶ Le Directeur exécutif du **Grdr** est membre élu du Conseil d'Administration de CSUD depuis juin 2013. Il termine son second mandat en juin 2019. En 2018, le Grdr a été actif dans les commissions « Cofri » et « Migration ». Il participe également aux Commissions « Europe », « ODD » de CSUD.

LE GROUPE INITIATIVES (GI) est un collectif de 12 associations professionnelles de solidarité internationale qui mettent en avant leurs compétences pour un développement durable et équitable. Le Gi est une force de proposition de services et d'innovations qui publie ses travaux sous la série Traverses. L'année 2018 a été marquée par l'organisation de la journée d'étude sur « les jeunes acteurs et actrices du changement » à Bamako (édition du Traverses N°48 en juin 2019). Par ailleurs, l'approche collective du Gi est définie, dans un document cadre de coopération « Synergie Gi ». Il fixe pour objectifs de (1) mutualiser des expériences et des méthodes, (2) valoriser des solutions locales, pertinentes et innovantes, (3) alimenter la réflexion des acteurs du développement et (4) formuler des recommandations en matière de politiques publiques.

Cette année 2018 a aussi été marquée par la forte sollicitation des membres du Gi par les pouvoirs publics sur des sujets très variés (Alliance Sahel, Initiative verte pour le Sahel, Fonds Minka, Directions générale et régionale de l'AFD sur la réforme des procédures, mission du Député Hervé Berville sur la Loi d'Orientation et de Programmation sur le Développement et la solidarité internationale...).

Les efforts du Gi pour impulser un dialogue constructif et crédible avec les institutions portent leurs fruits.

▶ Le Président et le Directeur Exécutif du **Grdr** sont mobilisés au sein du CA. En 2018, le Grdr a participé au comité de pilotage du Traverses N°48, et s'est fortement impliqué dans la mission prospective sur un Gi idéal. En 2019, la journée d'étude abordera les questions de « consortia : opportunité et limites » (Traverses N°49).

LE COMITÉ FRANÇAIS POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (CFSI) regroupe 25 organisations agissant pour la solidarité internationale. Les membres du CFSI s'unissent pour affronter ensemble et avec leurs partenaires les enjeux du futur : (1) la justice sociale pour réduire la pauvreté et les inégalités croissantes ; (2) l'économie au service de l'homme et non pas l'inverse ; (3) le partage équitable et la gestion durable des ressources naturelles de la planète. Convaincu du rôle moteur des organisations de la société civile, le CFSI appuie plus de 200 projets menés par et avec des associations partenaires dans différents pays, principalement en Afrique. Trois axes thématiques structurent l'action du réseau : comment nourrir le monde ? Comment coopérer autrement en acteurs de changement ? Comment promouvoir une économie au service de l'homme ? En 2018, les membres du Gi ont réinvesti la charte agriculture et alimentation adoptée en 2010 afin d'en actualiser valeurs et objectifs.

▶ Le **Grdr** est représenté au Comité de Direction du CFSI par son chargé des partenariats. Le Grdr s'est impliqué dans la réflexion sur les orientations possibles pour le CFSI pour avancer dans les partenariats et alliances avec le secteur privé.

LE CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT (CRID) est un collectif de 44 membres associatifs et syndicaux rassemblés autour d'une vision de la solidarité internationale qui repose sur le partenariat et l'éducation au développement. En janvier 2018, les membres du CRID se sont réunis afin de produire des cadres d'intervention collective adaptés à différentes échelles territoriales autour de 6 thématiques : les migrations (avec les Etats Généraux des Migrations, le Sursaut Citoyen, Des Ponts Pas des Murs...), la justice climatique (coordination des Marches pour le climat, Sept-déc 2018), la criminalisation de la société civile (avec le collectif « On ne se taira pas » contre les procédures bailables des multinationales à l'encontre de la société civile et pour le droit à l'information), les événements de sensibilisation (avec le Festival des Solidarités - FestiSol), l'Université d'Été à Grenoble (à l'initiative d'Attac et du CRID, qui a réuni 200 organisations) et les outils numériques (Une Seule Planète, Intercoll et la Plateforme Web des Alternatives). Enfin, le CRID a coordonné la participation de 2 délégations françaises au Forum Social Mondial 2018 (du 13 au 17 Mars 2018, à l'Université fédérale de Bahia, au Brésil et pour la première fois d'une délégation au Forum Social Mondial des Migrations en novembre 2018 à Mexico (Mexique).

▶ **Le Grdr s'est investi en Île-de-France comme dans les Hauts de France dans l'organisation des « Etats Généraux des Migrations » (EGM) afin d'être force de proposition et obtenir un changement radical de la politique migratoire en France et en Europe. Le Grdr a aussi participé au Forum Social Mondial des Migrations à Mexico.**

LE F3E (VALUER, ECHANGER, ECLAIRER) est un « un réseau apprenant d'acteurs et d'actrices de changement social dont la mission est de contri-

buer à améliorer les pratiques en matière d'apprentissage, d'innovation, de qualité et d'impacts de leurs actions ». Il réunit 85 membres (organisations de société civile et leurs collectifs).

Il a pour missions :

- **D'évaluer**, pour mesurer la portée des actions de solidarité et leur donner du sens.
- **D'échanger**, pour apprendre des expériences et des différences.
- **D'éclairer**, pour accompagner les acteurs et actrices du secteur dans leurs décisions.

Le F de F3E, lui, fait référence à sa fonction historique de Fonds, qui permet à ses membres d'obtenir, sous conditions d'éligibilité, un financement pour leurs études et évaluations. En 2018, le F3E a accompagné techniquement et financièrement 38 démarches d'études, évaluations, capitalisations, études d'impact, études préalables (dont 21 nouvelles), portées par 33 organisations différentes. Fin 2018, 3 évaluations portant sur les activités du F3E ont permis de mesurer le chemin parcouru ces 5 dernières années et de tracer des perspectives pour 2025. Ainsi, le F3E s'ouvre aux autres acteurs du changement social agissant en France. Il participe à des travaux sur l'évaluation de l'impact social portés par des collectifs associatifs et du monde de l'ESS. Il entend faciliter le dialogue et l'échange entre praticien-n-e-s de solidarités nationales et internationales. Il est un des initiateurs du tout nouveau « FabLab des solidarités du XXI^{ème} siècle ». Enfin, la perspective « genre » devient une thématique transversale prise en compte progressivement dans toutes les activités et le fonctionnement du F3E. En 2019, le F3E fête ses 25 ans.

▶ **Le Grdr, accompagné par le F3E et le bureau d'étude EFFICOOP, a mené une étude d'impact de 20 ans d'appui au développement local dans le bassin du fleuve Sénégal.**

LA COALITION EAU regroupe 29 ONG environnementales et de Solidarité Internationale qui œuvrent à la promotion d'un accès universel et durable à l'eau potable et à l'assainissement pour tous (ODD N°6), en priorité pour les plus vulnérables, tout en préservant les ressources en eau. L'année 2018 a été marquée par le transfert de portage de la Coalition Eau de l'ONG Eau Vive au Gret. La Coalition Eau a conforté sa capacité à fédérer les ONG françaises du secteur pour influencer d'une seule voix sur des processus de plaidoyer importants en France (chantier du droit à l'eau en France, préparation d'une campagne de mobilisation en 2020 « Le droit à l'eau pour tous »...) comme à l'international (participation à la coordination et à la rédaction d'un rapport mondial sur les mécanismes de redevabilité pour l'ODD 6, organisation d'un side-event lors du Forum Politique de Haut Niveau en juillet 2018 à New York, participation au Forum Mondial de l'Eau à Brasilia). Elle est aussi fortement impliquée au niveau d'« End Water Poverty », de « l'Effet Papillon » et des collectifs africains du secteur. La Coalition Eau a organisé un atelier d'échanges et de formation à Ouagadougou en février, centré sur le thème du contrôle citoyen pour l'atteinte de l'ODD 6.

▶ **Le Grdr a participé aux différents temps collectifs (assemblée plénière, rencontres thématiques).**

LE PROGRAMME SOLIDARITÉ-EAU (PS-Eau) est un réseau multi-acteurs (76 organismes adhérents) qui vise à accroître et améliorer les actions en faveur de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement. Les actions du PS-Eau en 2018 se sont inscrites dans les priorités de l'aide bilatérale française fixées en 2016. Elles s'accordent d'une part avec la mise en œuvre des 17 objectifs de développement du-

nable (ODD) et d'autre part avec l'Accord de Paris sur le climat. Le PS-Eau a produit plusieurs outils de capitalisation et animé des ateliers en France comme en Afrique sur ces thématiques.

► Le Coordinateur du Grdr au Gorgol a participé à l'atelier « Le photovoltaïque et les services d'eau potable » en Afrique de l'Ouest organisé à St Louis du Sénégal avec le SEDIF (31 janvier au 2 février 2018).

EN RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

APES (ACTEURS POUR UNE ÉCONOMIE SOLIDAIRE EN RÉGION) : L'APES a vocation à rassembler les acteurs de l'économie solidaire dans les Hauts-de-France qui se reconnaissent dans des valeurs et des pratiques solidaires telles qu'entreprendre autrement ou le repositionnement de l'homme au cœur de l'économie. Les activités des membres du réseau portent sur des thématiques telles que le commerce équitable, l'agriculture biologique et durable, la création d'outils financiers solidaires, l'environnement, les services aux personnes, la culture... L'APES réunit plus de 130 structures dans la région Hauts-de-France.

► Le Grdr est membre du CA de l'APES. De plus, l'APES et le Grdr ont travaillé ensemble sur les analyses et les outils permettant de mieux intégrer les dimensions migratoires et les acteurs en migration dans les projets d'ESS. Le partenariat s'étend sur les activités du Grdr en Algérie.

LIANES COOPÉRATION : Lianes coopération est le réseau régional des Hauts-de-France (57 structures adhérentes) regroupant un ensemble divers d'acteurs (associations, collectivités territoriales,

établissements publics, entreprises...) impliqués dans des actions de coopération internationale. Ensemble ils améliorent la qualité et la portée de leurs actions à l'international, développent la mobilité des jeunes ou encore construisent des actions d'éducation ou de sensibilisation aux enjeux mondiaux. Ses activités visent à rendre visibles et à promouvoir les pratiques régionales en matière de solidarité internationale, à optimiser la gestion des compétences régionales au service des projets et du développement local ici et là-bas, à animer une réflexion collective autour du renouvellement permanent des pratiques de coopération et d'éducation au développement.

► Le coordinateur de l'antenne du Grdr dans les Hauts-de-France est membre du CA de Lianes Coopération.

EN AFRIQUE DE L'OUEST

LE CONGAD (CONSEIL DES ONG D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT, SÉNÉGAL) compte 178 organisations membres, sénégalaises et internationales. Il propose des espaces de dialogue politique, social, économique et culturel, pour le renforcement de la société civile au service du développement. Il œuvre au Sénégal pour une société panafricaine, démocratique, de solidarité, de justice économique et sociale, ancrée dans les valeurs culturelles positives, ouverte sur le monde et orientée vers un développement humain durable. Il a pour objectif de « Promouvoir le développement participatif par le renforcement des capacités de ses membres, le dialogue politique, économique, social, culturel et le plaidoyer » et ainsi de relever les défis de la mondialisation par l'émancipation économique, sociale, culturelle et politique des

populations en renforçant l'influence du mouvement des ONG dans le développement.

► Le Grdr Ziguinchor et le Grdr Tambacounda-Bakel-Matam sont impliqués dans les pôles régionaux du CONGAD. A Tambacounda, le Grdr partage les bureaux avec le coordinateur régional du CONGAD ce qui a facilité la mutualisation de l'information et l'implication sur certaines activités. Enfin, le CONGAD a mis en place une plateforme des organisations de la société civile « Eau et assainissement », coordonnée par Eau-Vive, partenaire du projet Grdr sur le projet SANITAMBA.

LA FECONG (FÉDÉRATION DES COLLECTIFS D'ONG, MALI) est une plateforme de réflexion et d'action pour 15 collectifs et réseaux d'ONG. Il concourt à l'élaboration, à la promotion et à la défense des politiques de développement au Mali. La FECONG assure le secrétariat du Forum des Organisations de la Société Civile (FOSC), interlocuteur des pouvoirs publics maliens et internationaux, notamment depuis la crise politique de 2012. Le Grdr de Kayes est membre de la Coordination régionale de Kayes de la FECONG.

LE FONGIM (FORUM DES ONG INTERNATIONALES AU MALI) est un regroupement de 88 ONG internationales au Mali. Il a pour mission d'offrir à ses membres un cadre de partenariat et de concertation avec les autres acteurs de développement dans le but d'influencer les politiques et les actions des partenaires (techniques et financiers) et du gouvernement, pour une prise en charge optimale des besoins essentiels des populations démunies et marginalisées. Il assure la diffusion de l'information auprès de ses membres et est, aux côtés du Conseil national de la société civile (CNSC) et du Forum des organisations de la

société civile (FOSC), une des forces collectives de plaidoyer et de représentation sur les politiques nationales et internationales...

▶ Le **Grdr** est inscrit dans trois groupes de travail : « sécurité alimentaire » « efficacité du développement » et « énergie et climat ». Le second a notamment travaillé sur la mise en œuvre des ODD et de leur intégration dans les politiques nationales au Mali. De même, le plaidoyer pour intégrer un suivi de la mise en œuvre des politiques de décentralisation a atteint sa cible, mais le suivi de sa mise en œuvre n'est pas encore systématique. Le groupe « énergie et climat » a animé la quinzaine de l'environnement (juin 2018).

LA PLATE-FORME DES ONG EUROPÉENNE AU SÉNÉGAL (PFONGUE) est un réseau regroupant 42 ONG internationales dont l'objectif est de renforcer l'efficacité de leur participation au développement économique, social et culturel du Sénégal. Les actions de la PFONGUE favorisent la concertation entre les différents acteurs de la Société Civile au Sénégal, à travers la capitalisation d'expériences et de méthodologies, les échanges, la formation et l'information. La PFONGUE est membre de la Commission Interministérielle Consultative et assure un soutien dans la facilitation du dialogue avec les pouvoirs publics sénégalais et tout autre partenaire, public ou privé, national ou international.

▶ Le **Grdr** est membre de la PFONGUE depuis mai 2019 et s'investira progressivement dans les activités.

LE COLLECTIF « 5 DELTAS » est un regroupement volontaire d'acteurs œuvrant pour la préservation et la valorisation des ressources naturelles dans les territoires de mangrove dans les deltas

du fleuve Sénégal, du Saloum, de la Gambie, de la Casamance et du Rio Cacheu. Le collectif 5Δ a été initié en 2014 autour d'une vision commune : « Permettre aux habitants des régions littorales de vivre durablement des ressources locales, de compétences complémentaires et d'un engagement durable à ces territoires depuis plusieurs décennies ».

▶ En 2018, les membres de ce collectif ont engagé la mise en œuvre du projet « Diffusion d'Expériences innovantes de gestion participative - Mangroves et Territoires » (DEMETER nov. 2017-oct 2020), structuré selon 3 axes: (1) Une capitalisation croisée, permettant la constitution d'une boîte à outils commune ; (2) La diffusion d'un appel à manifestation d'intérêt, qui conduira à la sélection des bénéficiaires de subventions en cascade ; (3) L'accompagnement des bénéficiaires à la mise en œuvre des actions de gestion participative, équitable et durable des territoires de mangrove. Le collectif a par ailleurs pu affiner ses règles de gouvernance, se faire connaître davantage et développer son action. 5 deltas est ainsi partenaire d'un programme de l'UICN (2019-2024) destiné à préserver les ressources naturelles au niveau du littoral des pays membres de l'UEMOA. Le Grdr est partie prenante sur la moyenne et basse Casamance (DEMETER) ainsi que sur la Guinée-Bissau (projet UICN).

LE PRCM (LE PARTENARIAT RÉGIONAL POUR LA CONSERVATION DE LA ZONE CÔTIÈRE ET MARINE EN AFRIQUE DE L'OUEST) est une coalition d'acteurs travaillant sur les problématiques du littoral ouest africain et couvrant sept pays : le Cap Vert, la Gambie, la Guinée Conakry, la Guinée-Bissau, la Mauritanie, le Sénégal et la Sierra Leone. Lancé en 2003, le PRCM vient de clore sa troisième phase programmatique (2012-2017) ayant abouti à

la mise en place d'un partenariat de 80 membres nationaux et internationaux engagés face aux défis communs de la conservation du littoral ouest africain. En 2017, la mobilisation de près de 260 participants lors de la 9^e édition du Forum côtier et marin tenu à Conakry témoigne de la crédibilité du partenariat et de la place qu'occupe ce Forum dans l'agenda régional sur les problématiques marines et côtières en Afrique de l'Ouest. Plusieurs membres du collectif 5 Deltas s'y sont rendus pour faire connaître les objectifs de ce réseau.

▶ Le **Grdr** est membre du collège des associations internationales du PRCM depuis 2015. Plusieurs autres membres du collectif 5 deltas y ont également adhéré (Nebeday, ECLOSIO, etc.) ce qui favorisera une meilleure interconnaissance.

LE PCPA GUINÉE (PROGRAMME CONCERTÉ PLURI-ACTEURS) est un espace de concertation et de travail collectif où sont rassemblés 160 membres regroupant plus de 500 organisations des sociétés civiles française et guinéenne et des pouvoirs publics guinéens et français désireux « se concerter pour relever ensemble les défis de la Guinée ». Le PROJEG vise à renforcer les capacités de la société civile guinéenne afin qu'elle participe pleinement à l'amélioration des politiques publiques et à la sauvegarde de la paix. Il s'investit principalement dans les secteurs de la jeunesse, de la transparence des ressources publiques, des mines et des droits de l'Homme. Il a fortement contribué à certains changements structurels : contribution à la réforme du Code minier, création de la filière de formation d'éducateurs socio-éducatifs etc.

Le PROJEG a fait évoluer son dispositif vers le suivi et l'accompagnement des acteurs. Il a lancé une étude à la dimension à la fois rétrospective et

prospective sur son apport au changement dans la gouvernance du secteur minier en Guinée qui a abouti à la production de 4 films et 4 études de cas.

► **Le Grdr est membre observateur du PCPA Guinée et est en étroite relation avec certains acteurs du PCPA (CAGF, AJGF, CCFD, Etudiants et Développement, Gemdev) dans le cadre de l'ouverture de la cellule du Grdr dans la Préfecture de Boké. En avril 2018, le Grdr a participé à la dernière AG du PCPA en Guinée.**

AU MAGHREB

LE PCPA-ALGÉRIE (PROGRAMME JOUSSOUR)

est né en 2007 de la volonté commune d'associations algériennes et françaises d'agir ensemble pour l'enfance et la jeunesse. Son objectif est de soutenir les 120 associations algériennes et françaises membres dans la mise en œuvre de projets de qualité permettant la prise en charge de l'enfance en difficulté et l'insertion des jeunes. Jousour prône la concertation entre la sphère publique, les collectivités locales et le monde associatif, ainsi qu'un partenariat respectueux entre organisations de solidarité des deux rives. Jousour a amorcé sa phase de transition (2017-2020), consacrée à la réflexion sur la pérennisation de cette dynamique pluri-acteurs sur les deux rives de la Méditerranée.

En 2018, Jousour a soutenu la mise en œuvre de 40 projets à travers 4 fonds d'appui qui visent à renforcer les capacités d'associations locales émergentes, à favoriser les mises en réseaux d'associations sur les territoires mais aussi de permettre à des collectifs de jeunes de s'investir dans des actions de solidarité.

Enfin, l'Assemblée plénière de Jousour qui a

réuni 189 personnes à Oran (avril 2018) a été marquée par le vote, à l'unanimité, de l'objet social de la future entité algérienne Jousour et par l'élection de 2 comités : le comité de pilotage et le comité Jousour Avenir. Le comité Jousour Avenir a pour mandat, en concertation avec les membres du programme, d'étudier la formalisation juridique du futur collectif mais aussi ses modalités de fonctionnement et la structuration de sa gouvernance. En France, les membres se positionnent en faveur d'un collectif non formalisé juridiquement mais qui serait porté et animé par le CFSI. Sur la rive Nord, les futurs membres du collectif Jousour souhaitent ainsi devenir de véritables ambassadeurs de l'Algérie en France pour valoriser l'image du pays et les actions qu'ils ont menées autour d'enjeux communs et partagés.

► **Le Grdr, membre du PCPA, représenté par son coordinateur en Algérie, a assisté à l'Assemblée Plénière qui s'est tenue à Oran (19 - 22 avril 2018) et a participé aux différents ateliers sur l'avenir du PCPA, au vote de l'objet social de la future entité algérienne Jousour et à l'élection des deux comités.**

LE PCPA-TUNISIE (PROGRAMME SOYONS ACTIF/ACTIVES)

initié il y a 6 ans, réunit 90 organisations membres de part et d'autre de la Méditerranée. En 2018, le PCPA a atteint un rythme d'activités important : 47 projets pilotes soutenus dans l'objectif de réduire les inégalités et pour l'accès aux droits, 22 gouvernorats sur 24 concernés (et 6 régions françaises). Les instances sont fonctionnelles et les institutions soutiennent le PCPA. Plusieurs chantiers ont été ouverts en 2018 : le développement d'un partenariat fort avec le ministère des affaires de la jeunesse et des sports, la création du Pôle Démocratie participative et la mise en place d'une campagne citoyenne pour

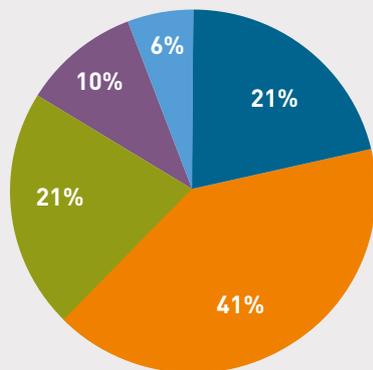
voter lors des élections municipales. Ce pôle vient compléter les activités des pôles « Éducation » et « Insertion Socioprofessionnelle / Économie Sociale et Solidaire ».

► **Le Grdr participe aux rencontres des acteurs en France, ainsi qu'aux assemblées plénières. Il est de plus impliqué dans le pôle « ISP et ESS » et « démocratie participative ». Le Grdr est vigilant à créer des liens efficaces entre ses propres activités en Tunisie et celles du PCPA.**



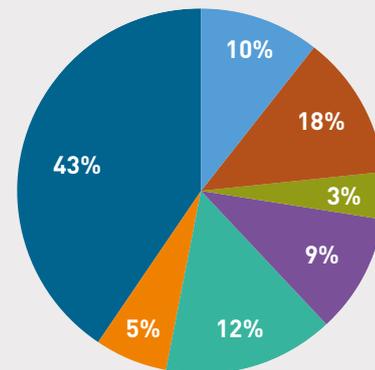
Nos finances en 2018

Le budget exécuté en 2018 est de 5.8 M.€



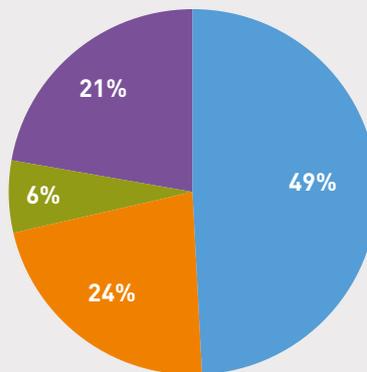
Nos sources de financements

Avec **41%** de nos ressources, l'Union européenne reste le principal financeur du Grdr pour l'année 2018. La part apportée par l'AFD reste stable (**21%**) ce qui en fait également un partenaire essentiel pour nos activités. De même, les collectivités territoriales et les fonds privés sont restés stables par rapport à 2017 et ont suivi la progression du budget réalisé. Les autres subventions d'Etat en France s'élevèrent à **10%** et sont apportées par les ministères centraux et leurs services déconcentrés principalement en Ile de France et dans les hauts de France.



Nos principales thématiques d'activité

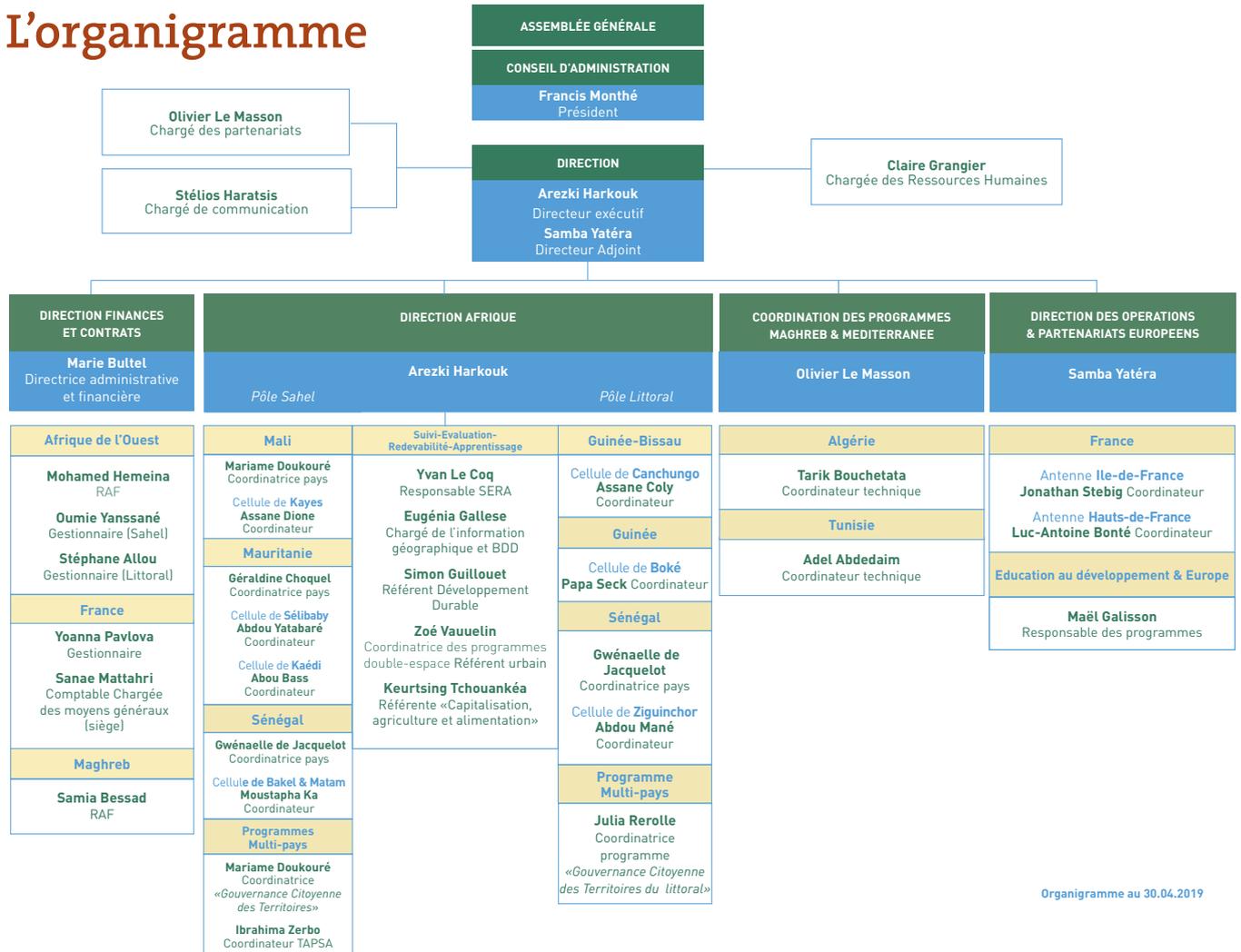
Sur le plan thématique, les activités d'appui à la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles connaissent une légère hausse de **5%** par rapport à 2017. Elles sont réalisées principalement en Afrique de l'ouest avec 2/3 au Sahel et 1/3 sur le littoral. Le deuxième axe principal concerne le développement local et l'appui aux initiatives économiques (**18%**) avec pour cible principale les initiatives des jeunes et des femmes. Enfin, les autres activités sont centrées sur l'appui jeunesse et la citoyenneté (**12%**), les actions sociales et sanitaires en direction des étrangers résidents (**10%**), l'emploi et l'entrepreneuriat dans les quartiers politiques de la ville en France (**9%**). En Tunisie et au Sénégal principalement, se déploient des programmes sur la thématique migration et développement (5%). En France et en Europe sont réalisées des activités d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale avec le programme Erasmus+ (**3%**).



La répartition géographique de nos activités

Comme l'année passée, la moitié (**49%**) de l'activité du Grdr s'est déroulée dans le Bassin du Fleuve Sénégal (Sahel). Les activités en France et Europe ont augmenté et passent de **15%** de l'activité en 2017, à **24%** cette année. Inversement, nos activités sur le littoral ont subi une légère baisse qui s'explique par la clôture de deux programmes d'appui aux OSC et aux autorités locales en Guinée Bissau. Les activités au Maghreb sont encore récentes et représentent **6%** de l'activité globale du Grdr en 2018.

L'organigramme



Nos cellules et antennes

SIEGE SOCIAL

66/72 rue Marceau
93558 Montreuil Cedex-France
Tél : +(331) 48577580
Fax : +(331) 48575975
grdr@grdr.org

POLE FRANCE

Grdr Ile-de-France

66/72 rue Marceau
93558 Montreuil Cedex-France
Tél : +(331) 48577580
Antenne.idf@grdr.org

Grdr Hauts-de-France

Maison de l'ESS -
235 boulevard Paul Painlevé
59 000 Lille - France
Tél : +(333) 20428311
antenne.npdc@grdr.org

MAGHREB

Grdr Tunisie s/c Mercy Corps Tunisia

Villa Jasmin
Rue du Lac Tibériade
Les Berges du Lac 1
1053 - TUNIS

POLE SAHEL

Coordination Mali

Badala Sema Gesco
Rue 139 - Porte 328
BP E 3360 Bamako - Mali
Tél : + (223) 20222589
afrique@grdr.org

Grdr Kayes

Rue 136 Porte 37 Legal Segou
BP 291 Kayes - Mali
Tél : + (223) 21522982
mali@grdr.org

Coordination Mauritanie

E Nord 163
BP 2013 Nouakchott - Mauritanie
Tél /fax : + (222) 45256492
mauritanie@grdr.org

Grdr Kaédi

Quartier Latin
BP 136 Kaedi - Mauritanie
Tél : + (222) 45335045
kaedi@grdr.org

Grdr Sélibaby

Quartier Collège
BP 91 Sélibaby - Mauritanie
Tel : + (222) 45344347
selibaby@grdr.org

Grdr Bakel et Matam

Route de l'Hôpital BP 18,
Bakel - Sénégal
Tél: +(221) 339398035
bakel@grdr.org

POLE LITTORAL

Coordination Pôle Littoral

Bairro Ajuda, 1° faxe,
traseiras mesquita Attadamu (RAJ)
Bissau - Guinée-Bissau
Tél : + (245) 969085106
pole.littoral@grdr.org

Grdr Ziguinchor

Avenue Emile Badiane
BP 813 Ziguinchor - Sénégal
Tél : + (221) 339912782
Fax : + (221) 339912789
ziguinchor@grdr.org

Grdr Canchungo

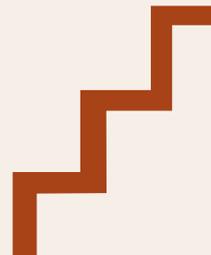
Avenida Titina Sila
Canchungo, CP 573 - Bissau
Tel. : + (245) 5268621
cacheu@grdr.org

Grdr Dakar

Villa 228, 1^{ère} étage, Terminal P7
- Coté Assemblée
Ouakam - Dakar - Sénégal
Tél : + (221) 338673961
dakar@grdr.org

Grdr Boké

Quartier Dibiya,
près du service régional
des Impôts Commune
de Boké



**« la mobilité, une ressource
durable pour des territoires
solidaires »**

